

RAPPORT FINAL / FINAL REPORT

Juin 2017 / June 2017

**CONSULTATIONS
PANCANADIENNES
SUR LES LANGUES
OFFICIELLES 2016**

**2016
CROSS-CANADA
OFFICIAL LANGUAGES
CONSULTATIONS**



*Rapport préparé par: Direction générale des langues officielles
Ministère du Patrimoine canadien*

*Report prepared by: Official Languages Branch
Department of Canadian Heritage*

TABLE DES MATIÈRES

CONTEXTE ET APERÇU DES CONSULTATIONS PUBLIQUES.....	2
TABLES RONDES	3
MÉMOIRES ET SOUMISSIONS ÉCRITES	11
QUESTIONNAIRE EN LIGNE	14
QUESTIONNAIRE GÉNÉRAL	17
QUESTIONNAIRES THÉMATIQUES	22
Thème 1 : Vitalité des communautés minoritaires francophones	23
Thème 2 : Vitalité des communautés d’expression anglaise du Québec	25
Thème 3 : Apprentissage de la langue seconde	28
Thème 4 : Diversité et multiculturalisme	30
Thème 5 : Promotion des langues officielles.....	32
ANNEXE A – ORGANISMES AYANT PARTICIPÉ AUX TABLES RONDES	34
ANNEXE B – LISTE DES MÉMOIRES ET SOUMISSIONS ÉCRITES REÇUS	41



CONTEXTE ET APERÇU DES CONSULTATIONS PUBLIQUES

Le 17 juin 2016, la ministre du Patrimoine canadien (Ministre), l'Honorable Mélanie Joly, a fait l'annonce du lancement des Consultations pancanadiennes sur les langues officielles 2016 (Consultations). Ces consultations se voulaient une première et importante étape dans la réalisation d'un de ses engagements de mandat, soit celui d'élaborer un nouveau plan d'action pluriannuel en matière de langues officielles. Elles ont pris fin le 8 décembre 2016.

Les consultations publiques ont été précédées de pré-consultations, les 17 mai 2016 en français et 19 mai 2016 en anglais, avec des représentants des principaux organismes porte-paroles des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) dans le but de discuter de l'approche proposée et de l'enrichir. Ces rencontres ont été présidées et animées par le secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien (secrétaire parlementaire), M. Randy Boissonnault. Productives, ces deux rencontres ont permis à ces porte-paroles de contribuer à façonner la démarche.

Les Consultations se sont déclinées en différents volets, dont un important volet public par l'entremise duquel les Canadiens et Canadiennes, intéressés et intervenants, ont été interpellés.

C'est dans ce contexte que 22 tables rondes ont été tenues à travers le pays, de juin à novembre 2016, rassemblant 352 participants. À chacune d'elle, les médias étaient présents et bienvenus à titre d'observateurs, et six d'entre elles ont été diffusées et interactives en temps réel sur le web.

Un questionnaire en ligne permettait également à tous les Canadiens de faire valoir leur perspective au sujet des langues officielles et en date de fermeture du questionnaire en ligne le 8 décembre, on comptait 6 375 personnes ayant participé. Plus de 100 mémoires d'organismes et de personnes intéressées ont été également reçus et répertoriés à Patrimoine canadien (PCH).

Afin d'élargir davantage la portée des Consultations, la Ministre avait également encouragé les députés de la Chambre des communes à organiser leurs propres consultations locales. Plusieurs députés ont donc tenu des assemblées locales dans leur circonscription et ont transmis à la ministre un compte rendu des échanges avec les citoyens qu'ils représentent.

Le 8 décembre 2016 à Ottawa, les premiers constats de ces consultations ont été présentés aux têtes de réseaux d'organismes porte-paroles œuvrant en milieux minoritaires et à la promotion de la dualité linguistique. Cette journée de travail présidée par la Ministre et son secrétaire parlementaire a rassemblé 117 participants.

Les pages qui suivent constituent un rapport du volet public des consultations pancanadiennes sur les langues officielles 2016 et présentent les principaux constats issus des tables rondes, du questionnaire en ligne et des mémoires et soumissions écrites reçues.

Les informations recueillies et l'expertise partagée au cours de ce processus viendront nourrir l'élaboration, au cours des prochains mois, du Plan d'action sur les langues officielles qui entrera en vigueur en avril 2018.

TABLES RONDES

Vingt-deux tables rondes bilingues, avec interprétation simultanée, ont été organisées partout au pays, dans les capitales provinciales et territoriales ainsi que dans des villes clés pour les communautés francophones et anglophones vivant en situation minoritaire. Les tables rondes ont rassemblé des intervenants des communautés de langue officielle en situation minoritaire, du domaine de l'apprentissage de la langue seconde ainsi que des secteurs public, privé et à but non lucratif impliqués et œuvrant auprès de la population en général.

Les tables rondes ont réuni au total 352 participants. L'ensemble des tables rondes étaient ouvertes aux médias, ainsi qu'à la présence d'observateurs issus du grand public. Plus de 130 observateurs au total ont assisté à l'une ou l'autre des tables rondes (Voir la liste des organismes participants, par table à l'annexe A).

Les tables rondes étaient présidées par la Ministre ou son secrétaire parlementaire. Les ministres Bardish Chagger ([Petite Entreprise et du Tourisme](#)), Ralph Goodale (Sécurité publique et de la Protection civile), Marie-Claude Bibeau (Développement international et de la Francophonie), Scott Brison (Conseil du Trésor), Dominic Leblanc (Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne) et Kent Hehr (Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale) étaient également présents à certaines tables rondes.

Plusieurs députés dans toutes les régions du pays ont également assisté aux tables rondes.

Six tables rondes ont été webdiffusées, permettant aux membres du public de suivre en direct les discussions, ou encore de les visionner, et de soumettre des commentaires en ligne. La webdiffusion a permis de favoriser la participation du public canadien aux discussions dans le cadre des tables rondes. Les tables rondes ont également généré une activité substantielle dans les médias sociaux, notamment sur Twitter : #Lang2016.

Quelques grandes questions ont servi de point de départ à toutes les tables sans toutefois contraindre les échanges et discussions. Toutes les discussions aux tables rondes ont été enregistrées et transcrites pour des fins d'analyse, afin d'alimenter la réflexion pour l'élaboration du prochain plan d'action pluriannuel pour les langues officielles.

Les échanges aux tables rondes, de même que les commentaires reçus par webdiffusion ou encore publiés sur Twitter (mot-clic #lang2016) pendant la tenue des tables rondes, ont permis d'identifier à la fois des enjeux et défis, de possibles pistes d'action, ainsi que des histoires à succès qui contribueront à informer l'élaboration du prochain plan d'action pluriannuel pour les langues officielles.

Un **survol thématique des propos entendus** lors des tables rondes menées de juin à novembre 2016 en résumé ici les faits saillants.



BILINGUISME, RAPPROCHEMENT ET FRANCOPHONIE PANCANADIENNE

- **Vivre en français partout au Canada.** L'importance de créer des espaces, des lieux de vie en français, à la fois des lieux physiques et virtuels/numériques qui favoriseraient le rassemblement et les échanges pour les francophones vivant en situation minoritaire, pour les immigrants francophones qui rejoignent une communauté francophone, pour les francophiles et pour les apprenants du français langue seconde, sont des thèmes qui ont été entendus.
- La francophonie pancanadienne, les relations entre le Québec et les communautés minoritaires francophones ainsi que le rôle du gouvernement du Canada à l'égard de la situation linguistique au Québec ont été discutés à certaines tables rondes.
- **Le français, langue publique.** Le besoin a été exprimé de trouver divers moyens de rendre le français davantage visible dans l'espace public, partout au pays, afin d'en faire une langue publique. L'augmentation de la visibilité du français dans l'espace public pancanadien permettrait de susciter un sentiment accru de fierté et d'appartenance chez les francophones et les francophiles, ce qui serait à terme bénéfique pour la vitalité des communautés et de langue française en milieu minoritaire. Elle permettrait notamment de mieux rejoindre les jeunes et les nouveaux arrivants dont la première langue officielle parlée est le français, tout en favorisant la création de multiples occasions pour les apprenants du français langue seconde d'accéder à et d'apprécier la richesse des cultures de langue française.
- Une plus grande visibilité du français à travers le pays favoriserait le rapprochement des communautés minoritaires et majoritaires qui se côtoient, le rapprochement des communautés minoritaires entre elles, et le rapprochement des francophones du Québec et du reste du pays. Ces efforts pourraient à terme apaiser l'insécurité linguistique des Québécois francophones et des francophones hors-Québec, tous sensibles à leur statut linguistique minoritaire au Canada et en Amérique du nord.
- **Promotion du bilinguisme et des deux langues officielles.** Un leadership fort du gouvernement du Canada est réclamé pour : promouvoir auprès du grand public une vision commune de la dualité linguistique en tant que valeur canadienne ancrée dans l'identité et l'histoire du Canada; pour sensibiliser les majorités linguistiques anglophones et francophones à l'existence et aux contributions et droits linguistiques des communautés minoritaires; et pour mieux faire connaître les bénéfices du bilinguisme et de l'appréciation des cultures véhiculées dans l'autre langue officielle. L'idée d'une campagne fédérale publique de promotion du bilinguisme a été souvent évoquée comme mécanisme à privilégier. L'idée de faciliter la promotion et le soutien au bilinguisme auprès d'organismes et d'entreprises publiques et privés de la majorité linguistique a aussi été exprimée.
- **Apprentissage de la seconde langue officielle.** L'offre d'occasions d'apprentissage ne répond clairement pas à la demande croissante dans plusieurs régions, en particulier quant à l'apprentissage du français langue seconde. Tous les enfants et les jeunes qui le souhaitent devraient pouvoir accéder à l'apprentissage de leur seconde langue officielle et cet accès devrait être généralisé partout au pays. Plus de ressources sont requises, dont notamment plus d'enseignants de français langue seconde qualifiés. Les obstacles à la mobilité des

enseignants entre les provinces et territoires sont problématiques pour le recrutement.

- Les contenus culturels de langue française ne sont pas suffisamment intégrés à l'enseignement du français langue seconde. Or ces liens permettraient de rendre l'apprentissage de la langue seconde plus attrayant et plus stimulant, au-delà des bénéfices en termes scolaires ou de possibilités de carrière. Il faut créer davantage d'occasions de pratiquer et de vivre le français à l'extérieur de l'école ou des milieux de formation, pour que les jeunes et les adultes aient accès à des expériences culturelles croisées qui favoriseront une plus grande appréciation des réalités liées à la seconde langue officielle et le rapprochement entre francophones et anglophones. Il y aurait ici un rôle accru pour les diffuseurs de contenu culturel en français, comme les télédiffuseurs, les festivals, les théâtres.
- Les programmes d'échanges, de bourses, de moniteurs, de stages et d'expériences de travail devraient être bonifiés et offrir plus de places. L'appui à un service d'apprentissage en ligne de la langue seconde a été mentionné. D'autres intervenants demandent un soutien accru pour des partenariats entre les organismes de promotion de l'apprentissage de la langue seconde et du rapprochement entre francophones et anglophones, et les organismes des CLOSM.

- **Culture.** Des diffuseurs de contenu culturel de la majorité souhaiteraient pouvoir créer des projets et tisser des partenariats avec des intervenants culturels de la minorité afin d'exposer davantage leur public à la richesse et à la diversité des produits culturels de l'autre langue officielle.
- L'utilisation des technologies de communication et d'information (TCI) et du web, et le virage vers le numérique représentent des occasions à saisir, notamment s'ils permettent de soutenir l'innovation, la création et la diffusion du contenu culturel local, la promotion des artistes et la préservation du patrimoine des communautés.
- L'appui du gouvernement du Canada est souhaité pour promouvoir et diffuser davantage de contenu culturel de langue officielle minoritaire auprès du public majoritaire, notamment afin de réduire les barrières linguistiques et de favoriser le rapprochement (*Les intervenants des milieux culturel et médiatique participant aux tables rondes ont été invités à participer en grand nombre aux consultations publiques sur le contenu canadien dans un monde numérique*).
- **Immigration et diversité.** Pour plusieurs nouveaux arrivants déjà multilingues, l'apprentissage de la deuxième langue officielle va de soi et n'est pas perçu comme un fardeau. Ils ne comprennent pas la résistance de certains Canadiens au bilinguisme.

COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES EN MILIEUX MINORITAIRES : ENJEUX COMMUNS

- **Financement et développement communautaire.** Nombre d'organismes porte-paroles œuvrant dans différents secteurs comme le développement

communautaire, la santé, la justice, l'alphabétisation, l'immigration, la culture et le patrimoine, les groupes de femmes, etc., ont exprimé que les sommes

actuellement allouées pour leur financement de base ne suffisent plus. Certains organismes ont fermé leurs portes ou sont en situation précaire. Les organismes peinent à assurer le maintien des services actuels et ne parviennent pas à rejoindre tous les membres des communautés qu'ils représentent. La situation des organismes œuvrant à la promotion de la dualité linguistique et l'apprentissage de la seconde langue officielle est semblable. Le potentiel d'épanouissement et de croissance des communautés minoritaires est donc compromis, faute de capacités et de ressource suffisantes.

- Il a été proposé que le gouvernement du Canada appuie la mise sur pied de fondations communautaires afin d'accroître l'autonomie financière des organismes.
- Le financement par projet et le fardeau administratif lié aux demandes de financement et à la reddition de comptes créent un essoufflement au sein des organismes. La relève, tant au niveau du personnel que des bénévoles, est un enjeu. Plusieurs intervenants demandent un financement de base pluriannuel, stable et prévisible. Un propos soulevé qui se démarque : certains organismes n'auraient peut-être plus leur raison d'être et un examen du financement de base accordé aux organismes qui constituent le réseau communautaire pourrait être effectué.
- L'annonce par PCH de la délégation de l'approbation du financement pour les sommes inférieures à 75 000 dollars et du recours à des subventions pluriannuelles est bien reçue.
- **Infrastructures.** Des besoins d'espaces communautaires (certaines communautés n'ont toujours pas de lieux de rassemblement), d'écoles de qualité égale à celles de la majorité, de gymnases, de

garderies, d'institutions postsecondaires et de ressources pour l'intégration et l'utilisation des technologies et le passage au numérique ont été exprimé dans plusieurs régions. Des ressources sont également demandées pour l'entretien et la mise à niveau des infrastructures existantes et la fourniture d'équipement.

- **Médias communautaires.** On note que les médias communautaires demeurent essentiels à la vitalité des communautés et, bien qu'il soit important d'entreprendre le virage numérique, la version papier du journal communautaire, toujours populaire auprès de clientèles vieillissantes ou éloignées, doit être maintenue. La baisse des achats de publicité par les institutions fédérales a fait très mal à plusieurs journaux et radios communautaires. Plusieurs ont été confrontés à des choix difficiles en raison de la chute de ces revenus publicitaires. Certains réclament un financement de base pour les médias communautaires.
- **Services gouvernementaux et offre active.** L'accès aux services gouvernementaux fédéraux, provinciaux et municipaux, dans différents domaines, dans la langue de la minorité, demeure problématique selon plusieurs intervenants. L'offre de services provinciaux en français, notamment, est insuffisante. L'offre active visuelle et en personne de service en français est réclamée et vue comme étant essentielle afin d'encourager les francophones à demander le service dans leur langue, que ce soit dans un bureau fédéral, provincial, municipal ou, par exemple, à l'hôpital. On pourrait également encourager le secteur privé à adopter et afficher dans ses milieux une offre active de services dans les deux langues officielles.
- **Collaboration intergouvernementale et reddition de comptes.** La collaboration intergouvernementale doit être renforcée entre les trois paliers de gouvernement.

- Plusieurs intervenants issus des CLOSM affirment que la reddition de comptes associée aux ententes intergouvernementales, dans les domaines de l'éducation, de la santé et du marché du travail notamment, n'est pas suffisamment transparente. Les représentants des CLOSM souhaitent savoir comment les gouvernements provinciaux et territoriaux dépensent les sommes qui devraient être consacrées aux services dans la langue de la minorité. Toutes les ententes entre les institutions fédérales et les provinces et territoires devraient prévoir des clauses linguistiques plus robustes et le fédéral devrait s'assurer qu'elles soient respectées.
- **Rôle de coordination horizontale de PCH.** Certains intervenants ont rappelé l'importance du rôle de coordination horizontale des langues officielles de PCH au sein de l'appareil fédéral, et l'obligation qu'ont toutes les institutions fédérales à faire leur part pour appuyer le développement des CLOSM en plus d'assurer l'offre de services dans les deux langues officielles.
- **Accès au financement des institutions fédérales.** Il demeure difficile, tant pour des organismes francophones qu'anglophones en situation minoritaire, d'accéder au financement de certains programmes fédéraux en raison de barrières systémiques. Les programmes de financement des institutions fédérales devraient être plus flexibles pour mieux tenir compte des réalités spécifiques des CLOSM.
- **Technologie.** Les TCI offrent des nouvelles possibilités d'interaction, notamment pour les communications, la collaboration et la formation à distance, mais elles demeurent complémentaires et ne peuvent à elles seules compenser le manque de ressources. L'utilisation de la technologie de traduction a été discutée à certaines tables. Certains intervenants ont rappelé que l'accès à la technologie, notamment à Internet haute-vitesse, est difficile dans les régions éloignées des grands centres ainsi que dans le grand nord.
- **Santé.** Les difficultés d'accéder à des services de santé dans la langue de la minorité, en français comme en anglais, ont été discutées à certaines tables, bien que des progrès réalisés dans les dernières années aient été reconnus. On note que des modèles de succès dans ce domaine pourraient être reproduits ailleurs. Des efforts additionnels sont requis pour combler les écarts menant à l'atteinte d'une égalité réelle avec les services offerts dans la langue de la majorité. L'accès à des soins à domicile, à des soins pour la santé mentale et à des soins de fin de vie dans la langue de la minorité est essentiel, en particulier pour les aînés francophones et d'expression anglaise en milieu minoritaire.
- **Jeunesse et relève.** Plusieurs questions à cet égard ont été soulevées. Notamment : comment assurer la rétention des jeunes au sein de leur communauté? Comment créer un engouement identitaire et susciter un sentiment de fierté, de sécurité, et d'aisance chez les jeunes en milieux minoritaires de sorte à les inciter à s'impliquer dans leur communauté? Comment les organismes communautaires peuvent-ils rejoindre les jeunes, leur faire une juste place à titre de collaborateurs, de co-créateurs et de mobilisateurs?
- Plusieurs intervenants ont soulevé les difficultés pour les jeunes d'accéder à des emplois dans les communautés francophones et anglophones en situation minoritaire, en particulier à l'extérieur des grands centres. L'accès à des emplois pour les jeunes est essentiel à leur rétention et à la préservation / au renforcement de la vitalité des communautés francophones et anglophones.

- **Développement économique.** Les CLOSM contribuent à la croissance de l'économie canadienne et il faut continuer à investir dans leur potentiel, notamment en soutenant l'entrepreneuriat et l'employabilité, en particulier chez les jeunes, et en réduisant les obstacles à la mobilité interprovinciale / territoriale et à la reconnaissance des qualifications professionnelles. Le bilinguisme est un atout indéniable en termes de développement économique, notamment dans les secteurs du tourisme, de l'industrie langagière et des affaires, tant au pays qu'à l'international. Les initiatives dans ces trois domaines doivent se poursuivre et être davantage soutenues.
- Le gouvernement du Canada devrait aussi mieux soutenir le français en tant que langue d'affaires au Canada et à l'étranger.
- **Immigration et diversité.** Certains nouveaux arrivants ont vécu une déception de ne pas pouvoir recevoir tous les services dans la langue officielle de la minorité, selon l'idée qu'ils avaient du Canada avant leur arrivée. L'accès à l'école de la minorité est restreint pour les enfants de certains immigrants dans certaines provinces et territoires, particulièrement pour les immigrants francophones en situation minoritaire.

PRINCIPAUX ENJEUX SOULEVÉS PAR DES REPRÉSENTANTS DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES HORS-QUÉBEC

- **« Par et pour ».** Certains intervenants ont souligné l'importance d'une gouvernance des institutions de langue française en milieu minoritaire « par et pour » les communautés.
- **Éducation.** Le Protocole d'entente relatif à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde est défaillant pour diverses raisons selon les intervenants du milieu de l'éducation dans la langue de la minorité. Certains intervenants affirment qu'il faut un protocole séparé pour l'enseignement dans la langue de la minorité et que les conseils scolaires de langue française devraient être signataires de ce prochain protocole ainsi que des prochaines ententes intergouvernementales en matière d'éducation. Ils souhaitent dans ce contexte que la consultation des CLOSM soit obligatoire et que la reddition de comptes exigée des provinces et territoires soit améliorée.
- Les défis d'assurer l'accès et la qualité de l'éducation en milieu minoritaire ont été soulevés dans toutes les régions du pays. Plusieurs intervenants du milieu de l'éducation demandent de participer plus activement aux négociations et aux ententes fédérales-provinciales en matière d'enseignement dans la langue de la minorité afin d'assurer que celles-ci reflètent les besoins et les priorités des conseils scolaires et des communautés.
- Pour assurer la rétention et la transmission de la langue française chez les francophones en milieu minoritaire, certains proposent qu'il faille assurer un continuum d'éducation en français, de la petite enfance jusqu'à l'université. Certains intervenants ont même souligné que ce continuum devrait inclure la formation continue, le perfectionnement et le soutien à l'alphabétisation et au développement des compétences des adultes au sein des CLOSM.
- **Postsecondaire.** L'accès à l'éducation postsecondaire en français à l'extérieur du Québec est une priorité, notamment en Ontario, mais également dans d'autres

régions, où l'on demande davantage d'investissements continus dans les institutions postsecondaires existantes afin d'élargir de manière durable l'offre de programmes en français.

- **Petite enfance.** Les besoins de places en garderie en français sont très importants et l'offre actuelle en milieux minoritaires ne suffit pas. Il est également important d'appuyer les parents, en particulier ceux des familles exogames, dans leurs choix linguistiques et leurs efforts de transmission du français à leurs enfants.
- **Jeunesse.** L'enjeu de l'insécurité linguistique des jeunes francophones en milieu minoritaire a été souligné et les moyens concrets d'y remédier demeurent flous : comment rendre le français attrayant, ou « cool », en milieu minoritaire? Comment renforcer l'attachement des jeunes à leur langue?
- **Immigration francophone et intégration.** L'atteinte des cibles en termes d'immigration francophone est importante pour les communautés. Les communautés

francophones sont de plus en plus diversifiées et la francophonie canadienne doit être reconnue telle qu'elle est, c'est-à-dire plurielle. L'annonce du programme Mobilité francophone a été très bien accueillie. L'enjeu de l'intégration des immigrants francophones au sein des communautés par le biais de l'emploi est une préoccupation importante. La mise sur pied et le maintien d'organismes locaux de développement de l'employabilité sont essentiels à l'appui à la fois des immigrants et des employeurs.

- Plusieurs nouveaux arrivants ont choisi le Canada parce qu'il est un pays bilingue, mais sont surpris de constater que la réalité n'est pas toujours à la hauteur de l'image du pays projetée à l'international. La reconnaissance des diplômes et des qualifications ainsi que la nécessité de maîtriser la langue de la majorité linguistique posent des obstacles à l'intégration économique des nouveaux arrivants dans les communautés minoritaires francophones.

PRINCIPAUX ENJEUX SOULEVÉS PAR DES REPRÉSENTANTS DES COMMUNAUTÉS D'EXPRESSION ANGLAISE DU QUÉBEC

- **Reconnaissance des réalités spécifiques par le gouvernement du Québec.** La reconnaissance par le gouvernement du Québec des réalités spécifiques des communautés d'expression anglaise a été soulevé par les organismes et participants. On réclame l'appui du gouvernement du Canada pour bâtir des ponts entre les communautés d'expression anglaise du Québec et leurs organismes, et le gouvernement du Québec.
- **Jeunes, développement économique et employabilité.** On a relevé l'importance de soutenir l'employabilité et d'améliorer l'accès à des emplois pour les jeunes anglophones du Québec au sein même de

leurs communautés, en particulier en région, afin de réduire leur exode vers les grands centres urbains au Québec et hors-Québec. De manière générale, on note qu'il conviendrait d'appuyer davantage le développement économique au sein des communautés, notamment au moyen du soutien à l'entrepreneuriat, incluant l'entrepreneuriat social, et en facilitant la reconnaissance des compétences professionnelles et la mobilité des travailleurs.

- Dans certaines communautés, les jeunes anglophones ont particulièrement besoin d'un accès amélioré à l'apprentissage et au

perfectionnement du français langue seconde.

- Si l'insécurité linguistique se pose peu comme enjeu, l'insécurité identitaire, spécifique aux communautés d'expression anglaise du Québec, notamment celle des jeunes, s'impose en revanche comme un enjeu de taille.
- **Diversité et intégration.** La diversité est un trait significatif des communautés d'expression anglaise du Québec, et la

contribution de leurs organismes porte-paroles à l'intégration des immigrants anglophones, notamment ceux dont l'anglais est la première langue officielle parlée, dans la société québécoise doit être mieux reconnue et mieux soutenue.

- **Éducation.** Au Québec, le système d'éducation de langue anglaise est une histoire à succès, mais on réclame un financement additionnel afin de mieux rejoindre et d'être mieux promu auprès de tous les ayant droits.

AUTRES THÈMES ET ENJEUX DISCUTÉS

- Plusieurs intervenants, dans diverses régions du pays, ont demandé la reconnaissance d'un statut de **ville officiellement bilingue à Ottawa**. Selon eux, ceci enverrait un signal fort en termes de symbole national en matière de promotion des langues officielles et du bilinguisme.
- L'**accès à la justice dans les deux langues officielles**, les droits linguistiques, la formation des professionnels de la justice et le bilinguisme de l'appareil judiciaire, notamment à la Cour suprême, ont été soulevés à certaines tables rondes.
- **Le statut et la revalorisation des langues autochtones** ont été soulevés à certaines tables. Plusieurs participants questionnaient et s'interrogeaient : comment mieux servir

les autochtones, dont la première langue officielle parlée est parfois celle de la minorité de langue officielle? Que peuvent, par exemple, faire les communautés francophones pour participer aux efforts de réconciliation nationale? La place du français et des langues autochtones dans le nord crée parfois des tensions et il faut travailler à identifier des occasions de rapprochement et de collaboration entre francophones et autochtones.

- Les **réinvestissements à CBC/Radio-Canada** sont bien accueillis. Les intervenants communautaires francophones s'attendent à ce que davantage de contenu local soit à terme disponible. Les communautés francophones souhaitent d'ailleurs que leurs réalités soient reflétées dans la programmation de Radio-Canada.



MÉMOIRES ET SOUMISSIONS ÉCRITES

Les Canadiens et Canadiennes ont été invités à formuler leurs commentaires, perspectives et propositions sur l'approche et les actions à prioriser pour mieux promouvoir les langues officielles, soit en répondant de manière anonyme à un questionnaire en ligne et/ou soit en se joignant à une table ronde diffusée sur Internet. De plus, lors des tables rondes bilingues organisées partout aux pays et sur l'interface du questionnaire en ligne, les participants et intéressés étaient encouragés à fournir leurs suggestions et commentaires en soumettant un mémoire à PCH à l'adresse suivante : pch.consultationslo2016-olconsultations2016.pch@canada.ca.

PCH a également reçu nombre de mémoires adressés directement à la Ministre. Toutes ces soumissions écrites ont été comprises dans l'analyse des mémoires. Certains députés fédéraux ont également consultés les résidents de leur comté sur les langues officielles et les rapports issus de ces consultations ont également été inclus.

Ainsi, dans le cadre du volet public des Consultations, PCH a reçu 105 mémoires écrits de 113 organismes, institutions, députés, groupes d'intérêt et individus (Voir la liste des mémoires reçus à l'annexe B).

Ce qui suit est une synthèse des recommandations formulées dans ces mémoires et soumissions écrites. Les recommandations sont regroupées par thèmes et énumérées en fonction d'un ordre de priorité et d'importance qu'a pu révéler l'analyse des mémoires. Il faut noter qu'il s'agit d'un aperçu et non d'une liste exhaustive de toutes les recommandations reçues.

Financement

- Augmenter le financement de programmation des organismes, le rendre stable et pluriannuel.
- Pérenniser les initiatives faisant la promotion de la dualité linguistique.

Bilinguisme et rapprochement

- Lancer une campagne de promotion et de valorisation des langues officielles avec l'objectif d'augmenter le taux de bilinguisme de la population canadienne.
- Hisser le bilinguisme au rang de priorité en matière de langues officielles.
- Créer des ponts entre les communautés minoritaires et majoritaires au moyen d'activités interculturelles.

Accès aux services

- Assurer un accès à des services de qualité égale dans les deux langues officielles dans tous les secteurs prioritaires (petite enfance, éducation postsecondaire, jeunesse, aînés, justice, arts et culture, développement économique, médias communautaires, santé, immigration).
- Effectuer une promotion des services développés et disponibles en français (offre active).

Francophonie

- Lancer une campagne de promotion valorisant la langue et la culture française et faisant la promotion de son égalité de statut et d'usage.
- Assurer la possibilité de vivre pleinement en français dans les communautés hors du Québec.

Éducation dans la langue de la minorité

- Favoriser l'accès aux études postsecondaires en français au moyen d'un continuum équivalent à la majorité.
- Moderniser le Protocole d'entente en éducation pour l'enseignement du français langue première. La Fédération nationale des conseils scolaires francophones doit être signataire du Protocole.
- Investissement et soutien accru pour l'enseignement du français dans les écoles de langue française en milieu minoritaire.
- Assurer un accès à de la formation professionnelle et technique dans la langue officielle de la minorité.

Apprentissage de la langue seconde

- Encourager et faciliter l'accès et l'apprentissage de la langue seconde, incluant l'immersion française.
- Recruter et appuyer davantage les enseignants en immersion française et en langue seconde.
- Créer et adopter un outil d'évaluation des compétences en langue seconde (cadre commun de référence).
- Créer un programme d'apprentissage des langues secondes (anglais, français) en ligne pour le grand public.

Petite enfance

- Investir dans la petite enfance et assurer un accès continu en accordant du financement suffisant, stable et continu dédié spécifiquement au développement de la petite enfance dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM).

Médias communautaires

- Prioriser et appuyer financièrement les journaux et radios communautaires.
- Réinvestir dans la publicité gouvernementale dans les médias communautaires.
- S'assurer que les CLOSM et leurs réalités soient reflétées dans les médias.

Arts et culture

- Consolider et légitimer l'importance des arts et de la culture pour l'épanouissement des CLOSM, grâce au soutien des institutions fédérales culturelles, en bonifiant les enveloppes existantes.
- Favoriser le recrutement, le maintien et la stabilité de ressources humaines pour les organismes culturels.
- Favoriser l'accès à des lieux de diffusion et à la formation pour les créateurs.
- Intégrer les arts et la culture dans l'éducation de langue française en situation minoritaire.

Immigration francophone

- Investir dans les programmes passerelles (services d'accueil) pour les immigrants.
- Soutenir le recrutement, l'accueil, l'établissement et la rétention des immigrants francophones partout au Canada.
- Faire la promotion active de l'importance de nos langues officielles auprès des nouveaux arrivants et les encourager à suivre de la formation linguistique.

Infrastructure

- Améliorer la capacité et favoriser l'existence d'infrastructures scolaire et communautaires (centres communautaires, espaces culturels, établissements

d'enseignement, garderies, salles de classe, gymnases) où il est possible de vivre et de fonctionner dans la langue de la minorité.

Recherche

- Investir dans la recherche et la collecte de données sur les CLOSM afin d'appuyer la prise de décision.
- Renforcer les capacités de recherche des établissements postsecondaires des CLOSM.

Développement économique

- Appuyer l'accès à des expériences de travail et à des emplois de qualité dans les CLOSM.
- Renforcer les capacités des entreprises dans les CLOSM en investissant dans les incubateurs et les PME.
- Miser sur l'offre de produits touristiques attrayants et compétitifs dans les CLOSM afin de contribuer à leur visibilité et leur vitalité.

Partie VII

- Soutenir « l'autodétermination réelle par et pour les communautés et promouvoir une prise en charge et une mobilisation communautaire » (le « par et pour »).
- Protéger, célébrer, et renforcer les CLOSM.

Jeunesse

- Promouvoir et financer des échanges linguistiques et culturels et des emplois d'été dans la langue seconde.
- Développer des initiatives pour assurer la participation active des jeunes des CLOSM à l'économie canadienne.

Technologie et numérique

- Développer une stratégie numérique concertée afin d'augmenter la présence

francophone sur le web et créer un espace francophone numérique.

- Appuyer le virage numérique et les stratégies de mise en marché des organismes francophones afin d'assurer une utilisation optimales des outils et plateformes numériques et multimédias.
- Améliorer la connectivité dans les régions éloignées.

Provinces et territoires

- Inclure des mécanismes de reddition de comptes dans les ententes Canada/provinces et territoires.
- Imposer des clauses linguistiques et des mécanismes pour en assurer le respect dans les ententes fédérales-provinciales-territoriales (FPT).

Conformité avec la *Loi sur les langues officielles* (LLO)

- Assurer le plein respect de la LLO et des droits linguistiques des CLOSM en facilitant le processus de plainte ou en établissant une autorité centrale chargée d'assurer la conformité des institutions fédérales.

Justice

- Développer et promouvoir davantage l'offre et la demande actives des services de justice en français.
- Accroître la capacité des professionnels de la justice œuvrant au sein des CLOSM par l'entremise d'outils juridiques et de formations professionnelles.

Santé

- Appui renouvelé et bonifié à la formation de professionnels en santé en français.

QUESTIONNAIRE EN LIGNE

PROFIL DÉMOGRAPHIQUE DES RÉPONDANTS

Entre le 20 juin et le 8 décembre 2016¹, près de 6 400 répondants, soit 6 375² personnes, ont participé au questionnaire en ligne des *Consultations pancanadiennes sur les langues officielles 2016*.

La grande majorité des répondants au questionnaire (86 pour cent) a déclaré être née au Canada; près de la moitié (49 pour cent) est constituée d'adultes âgés entre 35 et 54 ans; 23 pour cent sont de jeunes adultes de moins de 35 ans et 28 pour cent sont âgés de 55 ans et plus. Vingt-trois jeunes de moins de 18 ans (soit 0,5 pour cent de l'ensemble des répondants) avaient, le 8 décembre 2016, répondu au questionnaire.

Plus de la moitié des répondants au questionnaire (53 pour cent) a déclaré l'anglais comme principale langue officielle parlée; 37 pour cent le français et 10 pour cent des répondants disent que les deux langues officielles (l'anglais et le français) sont, toutes deux, leurs principales langues officielles parlées.

Pour ce qui est des répondants au questionnaire provenant de la province du Québec, 50 pour cent déclarent avoir l'anglais comme principale langue officielle parlée alors que 39 pour cent déclarent parler d'abord le français. Onze pour cent des répondants du Québec disent que l'anglais et le français sont toutes deux leur première langue officielle parlée.

Au niveau de la répartition géographique des répondants, ils sont 71 pour cent à provenir de trois provinces canadiennes : le Québec (29 pour cent), l'Ontario (28 pour cent) et le Nouveau-Brunswick (14 pour cent).

¹ Les Consultations pancanadiennes sur les langues officielles 2016, volet « questionnaire en ligne », ont débuté le 20 juin 2016 et se sont officiellement clôturées le 8 décembre 2016 à 23h59.

² Calcul en fonction du nombre total de personnes ayant répondu à au moins une question du questionnaire en ligne.

PARTICIPATION EN FONCTION DE LA PREMIÈRE LANGUE OFFICIELLE PARLÉE (PLOP) DES RÉPONDANTS

Première langue officielle parlée	Répondants au questionnaire		Population canadienne ³	
	Nombre	Proportion	Nombre	Proportion
Anglophones ⁴	3 378	53 %	24 846 703	75 %
Majoritaires	2 228	35 %	23 788 453	71%
Minoritaires	1 150	18 %	1 058 250	3 %
Francophones	2 332	36 %	7 691 708	23 %
Majoritaires	283	4 %	6 684 125	20 %
Minoritaires	2 049	32 %	1 007 583	3 %

PARTICIPATION EN FONCTION DE LA PROVINCE DE RÉSIDENCE DES RÉPONDANTS

Province de résidence	Répondants au questionnaire		Population canadienne ⁵	
	Nombre	Proportion	Nombre	Proportion
Canada	6 363 ⁶	99,8 %	33 476 688	100 %
Terre-Neuve-et-Labrador	33	0,5 %	514 536	1,5 %
Île-du-Prince-Édouard	73	1,1 %	140 204	0,4 %
Nouvelle-Écosse	208	3,3 %	921 727	2,8 %
Nouveau-Brunswick	902	14,1 %	751 171	2,2 %
Québec	1 847	29,0 %	7 903 001	23,6 %
Ontario	1 775	27,8 %	12 851 821	38,4 %
Manitoba	194	3,0 %	1 208 268	3,6 %
Saskatchewan	147	2,3 %	1 033 381	3,1 %
Alberta	590	9,3 %	3 645 257	10,9 %
Colombie-Britannique	490	7,7 %	4 400 057	13,1 %
Yukon	36	0,6 %	33 897	0,1 %
Territoires du Nord-Ouest	22	0,3 %	41 462	0,1 %
Nunavut	45	0,7 %	31 906	0,1 %

³ Selon les données du recensement de 2011.

⁴ Les populations francophones et anglophones sont définies ici selon la première langue officielle parlée (PLOP).

⁵ Selon les données du recensement de 2011.

⁶ Le nombre total de répondants au questionnaire est 6 375, cependant, de ce nombre, 12 répondants n'étaient pas résidents du Canada au moment de leur participation au questionnaire. Ainsi, 6 363 répondants résidaient au Canada au moment de leur participation au questionnaire en ligne.

FORTE PARTICIPATION DES COMMUNAUTÉS DE LANGUE OFFICIELLE EN SITUATION MINORITAIRE (CLOSM)

Une proportion de 35 pour cent des répondants dit faire partie d'une communauté francophone en situation minoritaire et 20 pour cent disent appartenir à une communauté anglophone en situation minoritaire. Au total donc, plus de la moitié des répondants (soit 54 pour cent) s'identifient comme provenant d'une CLOSM.

Les Canadiens qui s'identifient à une communauté francophone ou anglophone en situation minoritaire sont donc fortement représentés au sein du questionnaire en ligne par rapport à leur poids démographique réel au sein de la population canadienne.

Au Québec comme dans l'ensemble des provinces et territoires canadiens, nous observons une forte participation, en proportion, des communautés linguistiques en situation minoritaire. Alors qu'au niveau national, 54 pour cent des répondants disent être issus d'une communauté de langue officielle en situation minoritaire, ils sont, au Québec uniquement, 52 pour cent à s'identifier comme appartenant à une communauté minoritaire d'expression anglaise du Québec et tout de même 8 pour cent (soit 130 personnes) à s'identifier comme francophones en situation minoritaire au Québec.

PARTICIPATION DES JEUNES ET DES IMMIGRANTS

Près de 5 pour cent des répondants (233 personnes) sont des jeunes Canadiens âgés de 24 ans et moins. La moitié d'entre eux identifie l'anglais comme étant leur PLOP, alors que 38 pour cent identifient le français et 12 pour cent disent utiliser également le français et l'anglais.

Pour ce qui est de la participation des Canadiens issus l'immigration, 14 pour cent des répondants (729 personnes) ont déclaré être nés à l'extérieur du Canada. Plus de la moitié d'entre eux (54 pour cent) déclare l'anglais comme PLOP. Un peu moins du tiers (31 pour cent) déclare le français comme PLOP et 15 pour cent considère le français et l'anglais comme étant toutes les deux leur PLOP.

QUESTIONNAIRE GÉNÉRAL

IMPORTANCE DES LANGUES OFFICIELLES

La première question de contenu portait sur l'importance que les répondants accordent aux langues officielles. Ils sont ici fortement majoritaires à indiquer qu'elles sont importantes, tant sur le plan individuel qu'au niveau collectif, pour la société canadienne en général. Ainsi sont-ils, toutes provinces confondues, 79 pour cent à dire qu'elles sont importantes pour eux personnellement et 80 pour cent qu'elles sont importantes pour le Canada collectivement. Néanmoins, 21 pour cent des répondants jugent que les langues officielles ne sont pas importantes pour eux personnellement (9 pour cent déclarant qu'elles ne sont pas très importantes et 11 pour cent « pas du tout importantes ») pour eux personnellement. Et au niveau collectif, 20 pour cent des répondants jugent que les langues officielles n'ont pas d'importance particulière (alors qu'ils sont 11 pour cent à déclaré qu'elles ne sont pas très importantes et 9 pour cent pas du tout importantes pour le Canada collectivement).

C'est au Québec que l'on accorde aux langues officielles la plus grande importance : 92 pour cent des répondants déclarant que les langues officielles sont importantes pour eux personnellement alors qu'ils sont 87 pour cent à dire qu'elles sont importantes pour le Canada, collectivement.

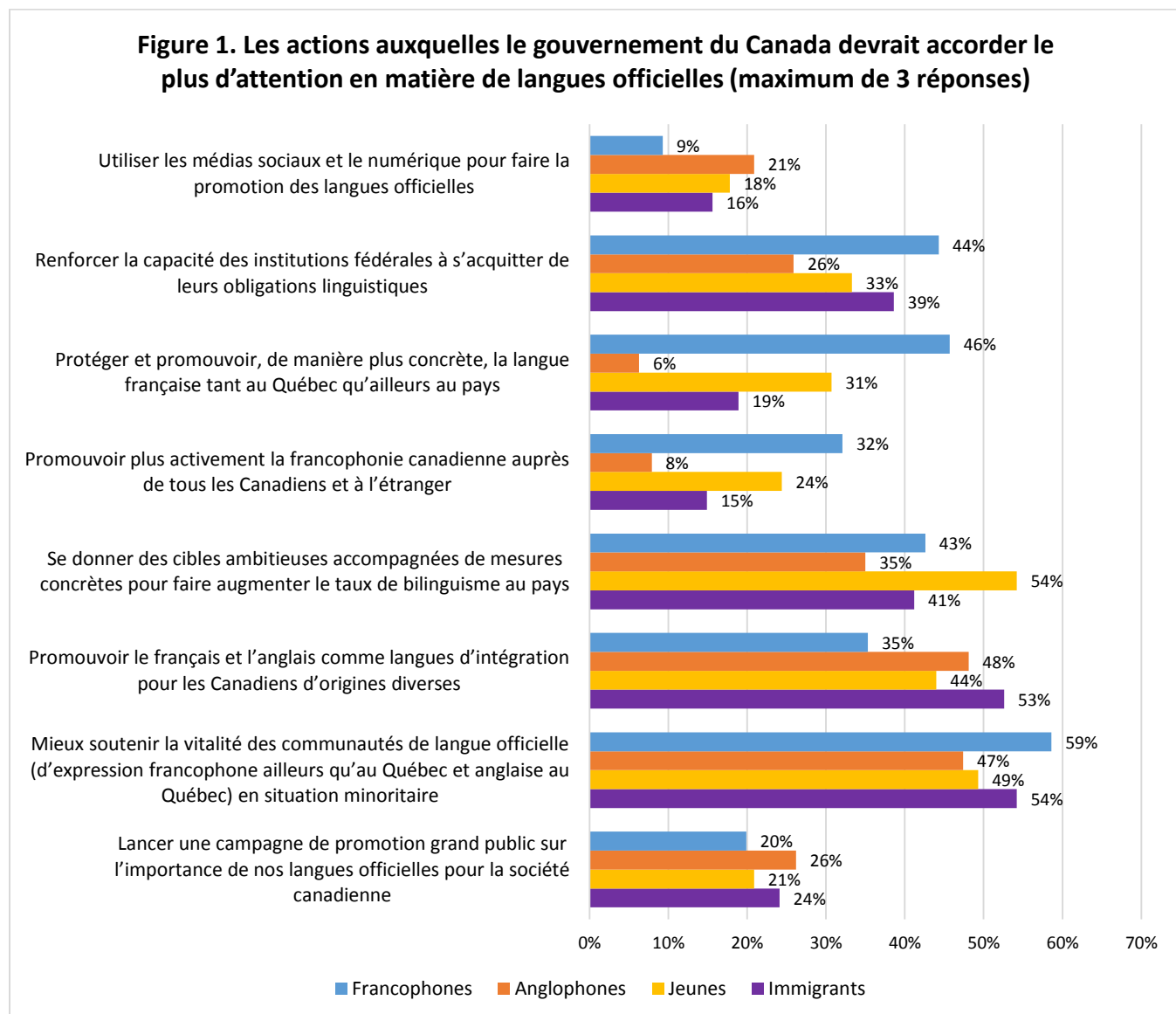


ENJEUX ET PISTES D'ACTION EN LANGUES OFFICIELLES

Questionnés sur les actions auxquelles le gouvernement du Canada devrait accorder le plus d'attention en matière de langues officielles, alors que nous nous apprêtons à célébrer les 50 ans de la *Loi sur les langues officielles (Loi)* en 2019, les répondants ont répondu, en ordre de priorité :

1. « Mieux soutenir la vitalité des CLOSM » (53 pour cent);
2. « Promouvoir les langues officielles comme langues d'intégration pour les Canadiens d'origines diverses » (43 pour cent); et
3. « Se donner des cibles plus ambitieuses et des mesures plus concrètes pour faire augmenter le taux de bilinguisme au pays » (39 pour cent).

Figure 1. Les actions auxquelles le gouvernement du Canada devrait accorder le plus d'attention en matière de langues officielles (maximum de 3 réponses)

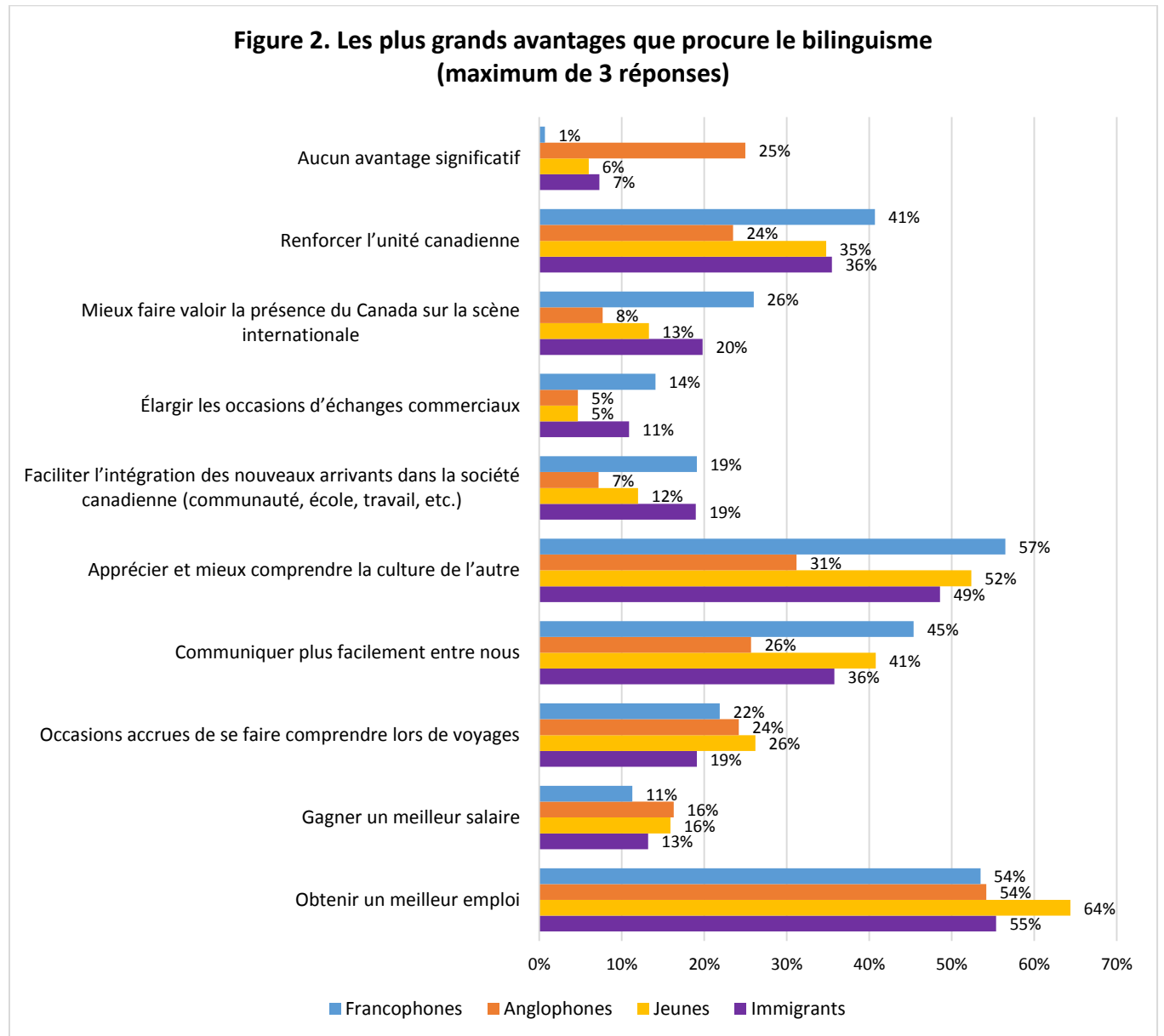


AVANTAGES DU BILINGUISME

Des divers avantages que procurent le bilinguisme, les répondants ont évoqués, en ordre d'importance, que le bilinguisme permet de :

1. « Obtenir un meilleur emploi » (54 pour cent);
2. « Apprécier et comprendre la culture de l'autre » (43 pour cent);
3. « Communiquer plus facilement entre nous » (35 pour cent); et
4. « Renforcer l'unité canadienne » (32 pour cent).

Figure 2. Les plus grands avantages que procure le bilinguisme (maximum de 3 réponses)

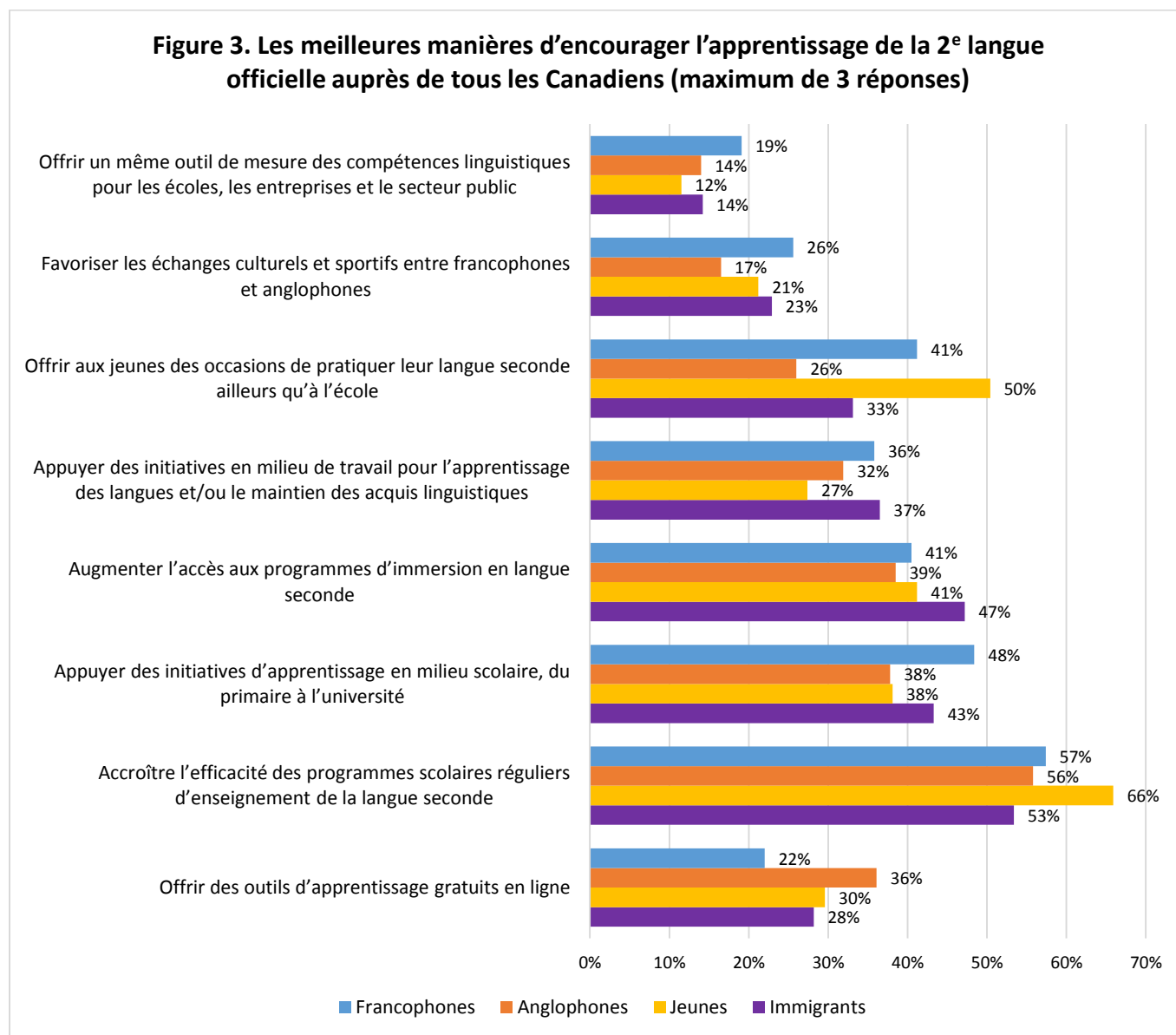


MEILLEURES MANIÈRES D'ENCOURAGER L'APPRENTISSAGE DE LA SECONDE LANGUE OFFICIELLE

Pour la grande majorité des répondants, l'apprentissage de l'autre langue officielle passe par l'éducation et l'apprentissage en milieu scolaire. En ordre de priorité, les meilleures mesures pour encourager l'apprentissage de la seconde langue officielle consiste à :

1. « Accroître l'efficacité des programmes scolaires réguliers d'enseignement de la langue seconde » (57 pour cent);
2. « Appuyer des initiatives d'apprentissage en milieu scolaire, du primaire à l'université » (44 pour cent); et
3. « Augmenter l'accès aux programmes d'immersion en langue seconde » (40 pour cent).

Figure 3. Les meilleures manières d'encourager l'apprentissage de la 2^e langue officielle auprès de tous les Canadiens (maximum de 3 réponses)

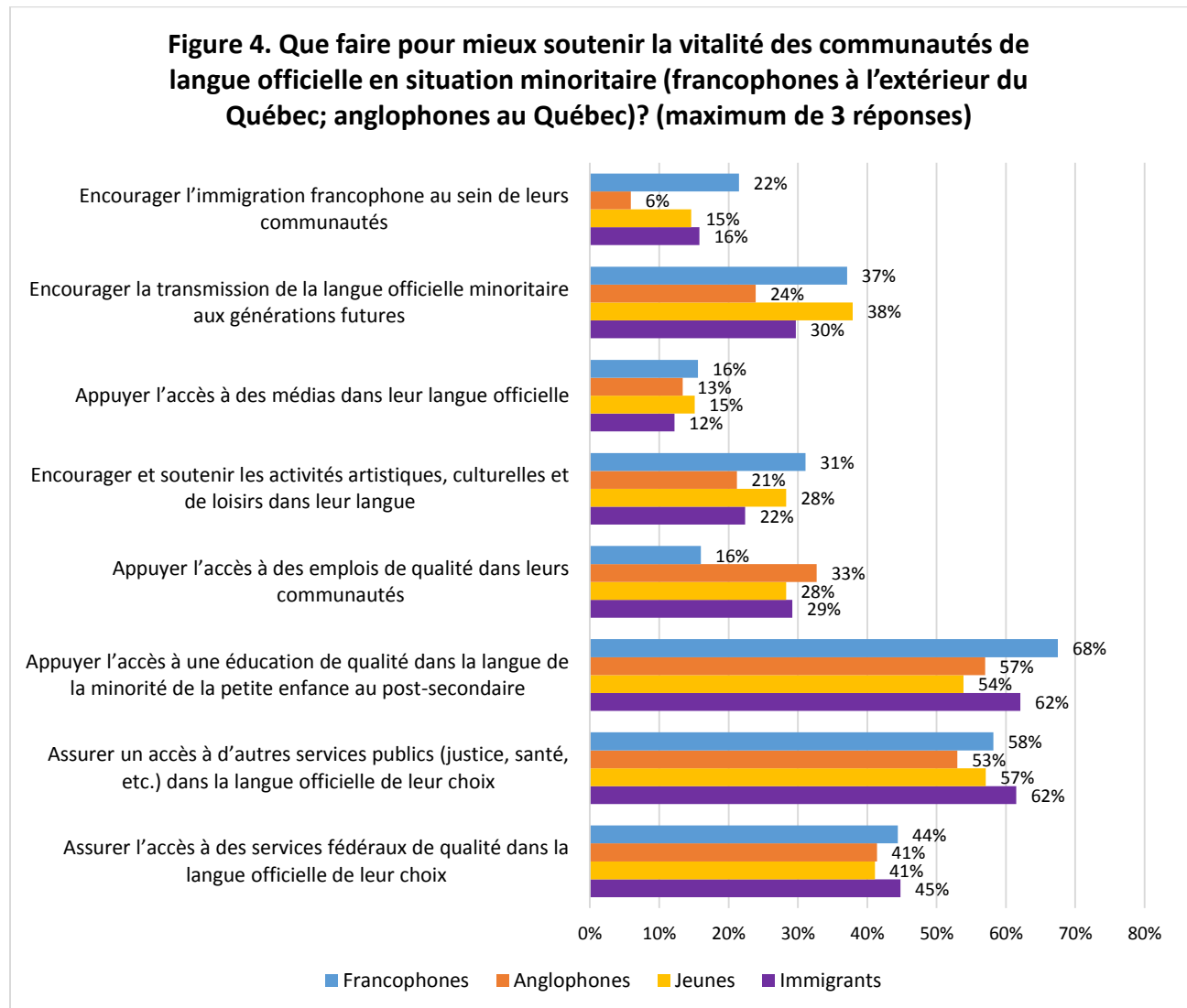


VITALITÉ DES COMMUNAUTÉS DE LANGUE OFFICIELLE EN SITUATION MINORITAIRE

Une question du questionnaire général portait exclusivement sur les communautés de langue officielle en situation minoritaire, soit les communautés francophones en situation minoritaire (situées hors Québec) et les communautés d'expression anglaise du Québec. Questionnés sur les meilleures manières de favoriser la vitalité de ces communautés de langue officielle en situation minoritaire, les répondants ont indiqué, en ordre d'importance, qu'il faut :

1. « Appuyer l'accès à l'éducation dans la langue de la minorité de la petite enfance au postsecondaire » (63 pour cent);
2. « Assurer l'accès aux services publics (justice, santé, etc.) dans la langue officielle de son choix » (55 pour cent); et
3. « Assurer l'accès à des services fédéraux de qualité dans la langue officielle de son choix »

Figure 4. Que faire pour mieux soutenir la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire (francophones à l'extérieur du Québec; anglophones au Québec)? (maximum de 3 réponses)



QUESTIONNAIRES THÉMATIQUES

À la fin du questionnaire général, les répondants étaient invités à approfondir jusqu'à cinq thématiques en matière de langues officielles avec une série de questions spécifiques à chacune de ces thématiques. Une bonne partie de ces répondants a souhaité poursuivre la consultation sous forme de questions thématiques. Ils sont 29 pour cent à avoir participé à la section thématique sur la « vitalité des communautés francophones en situation minoritaire »; 23 pour cent sur la « vitalité des communautés d'expression anglaise du Québec »; 39 pour cent sur « l'apprentissage de la langue seconde »; 28 pour cent sur le thème « diversité et multiculturalisme » et 30 pour cent sur la « promotion des langues officielles ». Enfin, un peu moins du tiers des répondants (31 pour cent) n'a pas souhaité approfondir de thématique particulière.

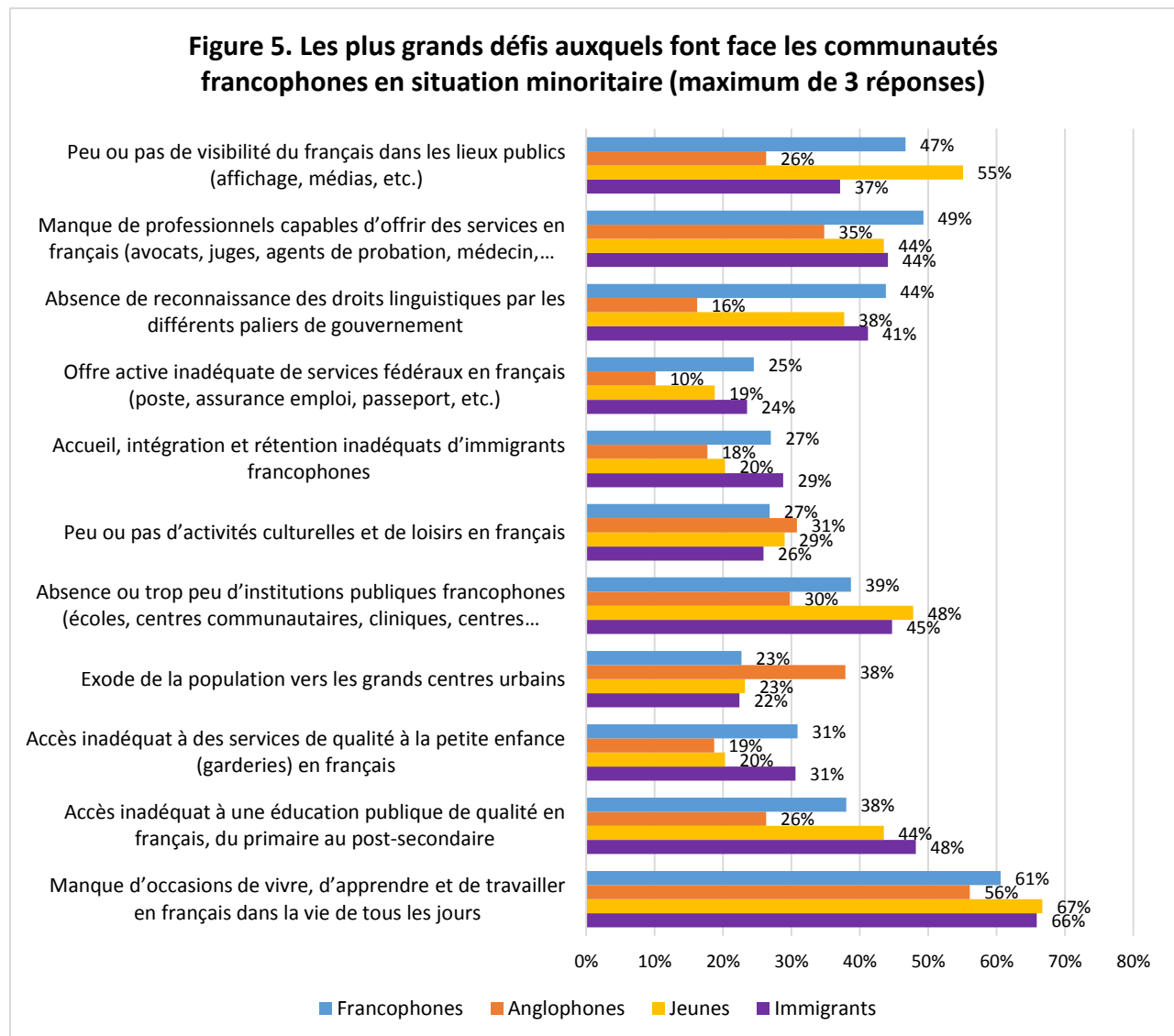
THÈME 1 : VITALITÉ DES COMMUNAUTÉS MINORITAIRES FRANCOPHONES

Défis des communautés francophones en situation minoritaire

Questionnés sur les principaux défis auxquels font face les communautés francophones en situation minoritaire, les répondants ont indiqué, en ordre d'importance :

1. « Manque d'occasions de vivre, d'apprendre et de travailler en français dans la vie de tous les jours » (60 pour cent);
2. « Manque de professionnels capables d'offrir des services en français » (46 pour cent);
3. « Peu ou pas de visibilité du français dans les lieux publics » (44 pour cent);
4. « Absence de reconnaissance des droits linguistiques par les différents paliers de gouvernement » (38 pour cent); et
5. « Absence ou le trop peu d'institutions publiques francophones » (38 pour cent).

Figure 5. Les plus grands défis auxquels font face les communautés francophones en situation minoritaire (maximum de 3 réponses)



Mesures susceptibles de faire connaître et reconnaître les besoins spécifiques des communautés francophones en situation minoritaire

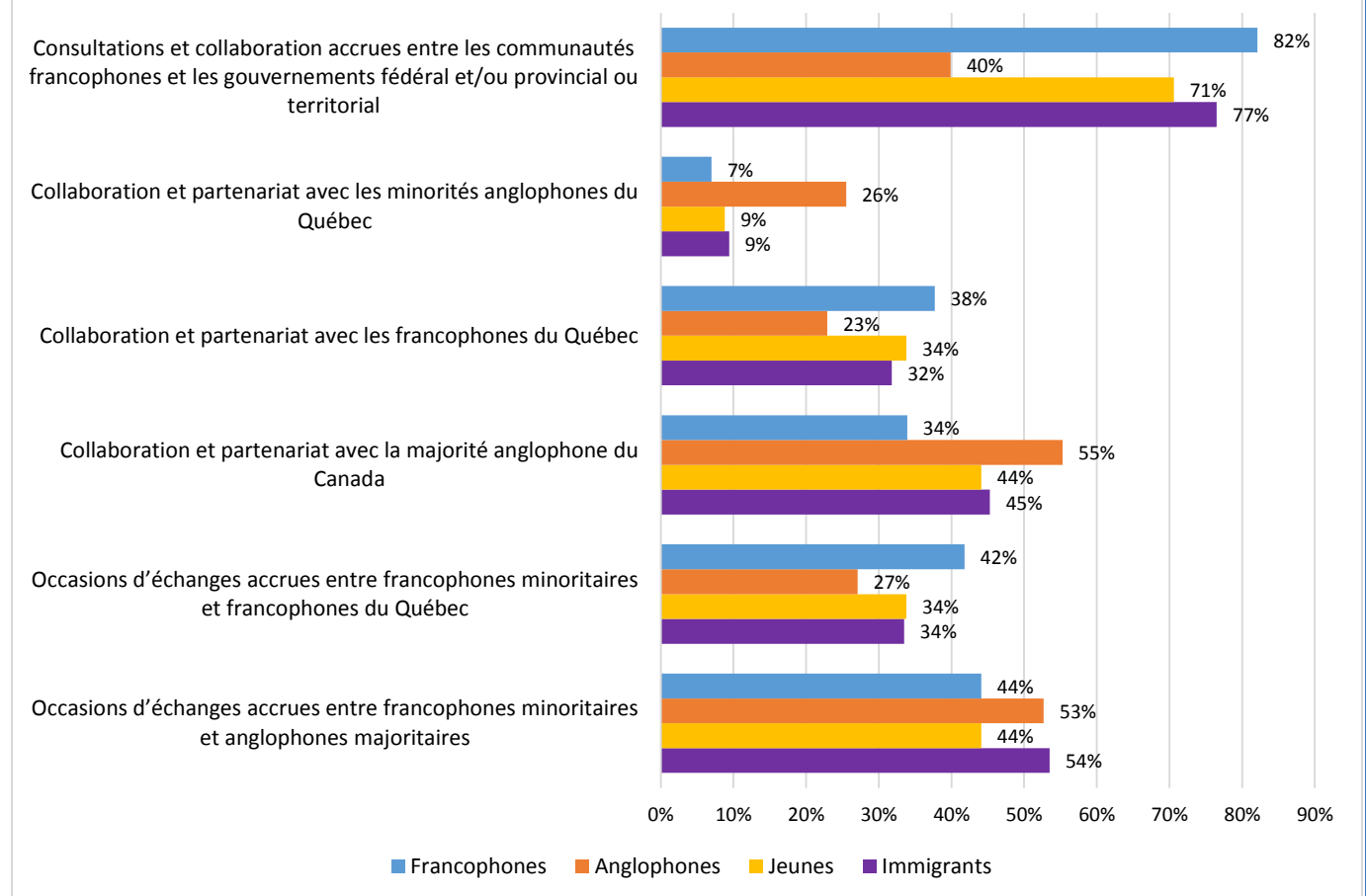
Quant aux principales mesures susceptibles de faire connaître et reconnaître les besoins spécifiques des francophones en situation minoritaire, les répondants ont, dans une très forte majorité, indiqué que cela passait d'abord par des :

1. « Consultations et collaboration accrue entre les communautés francophones et le gouvernement fédéral et/ou provincial (74 pour cent);

Puis par des :

2. « Occasions d'échanges accrues entre francophones minoritaires et anglophones majoritaires » (47 pour cent); et
3. « Occasions d'échanges accrues entre francophones minoritaires et francophones du

Figure 6. Les principales mesures pour faire connaître et reconnaître les besoins spécifiques des francophones en situation minoritaire (maximum de 3 réponses)



THÈME 2 : VITALITÉ DES COMMUNAUTÉS D'EXPRESSION ANGLAISE DU QUÉBEC

Défis des communautés minoritaires d'expression anglaise du Québec

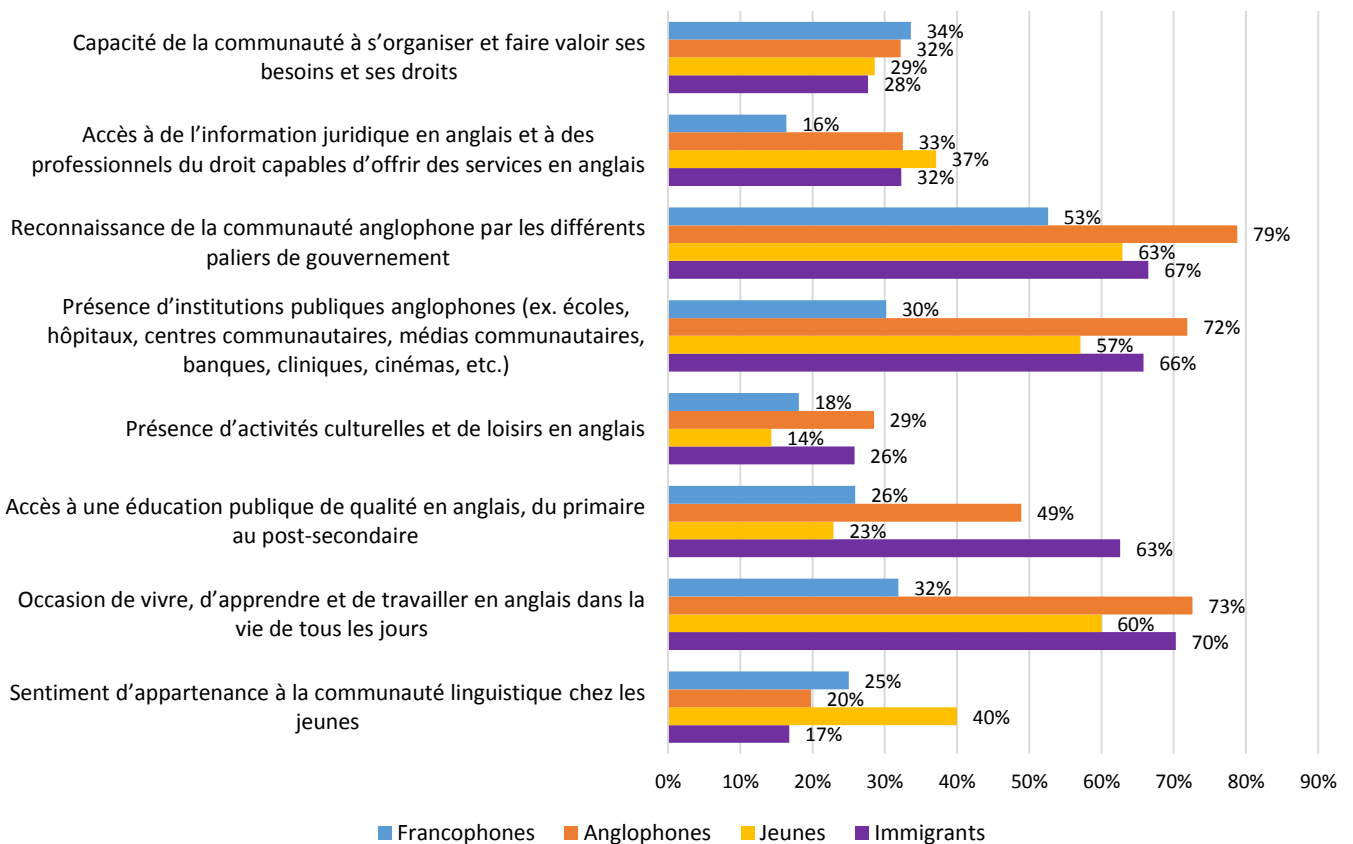
Questionnés sur les principaux défis auxquels font face les communautés d'expression anglaise du Québec, les répondants ont, dans une très forte proportion, indiqué la :

1. « Reconnaissance de la communauté anglophone par les différents paliers de gouvernement » (75 pour cent);

Ont ensuite été évoqués, en ordre d'importance, les défis les plus criants suivants :

2. « Occasions de vivre, d'apprendre et de travailler en anglais dans la vie de tous les jours » (66 pour cent);
3. « Présence d'institutions publiques anglophones » (66 pour cent);
4. « Accès à une éducation publique de qualité en anglais, du primaire au post-secondaire » (45 pour cent); et
5. « Capacité de la communauté à s'organiser et faire valoir ses besoins et ses droits » (32 pour cent).

Figure 7. Les plus grands défis auxquels font face les communautés d'expression anglaise du Québec (maximum de 3 réponses)

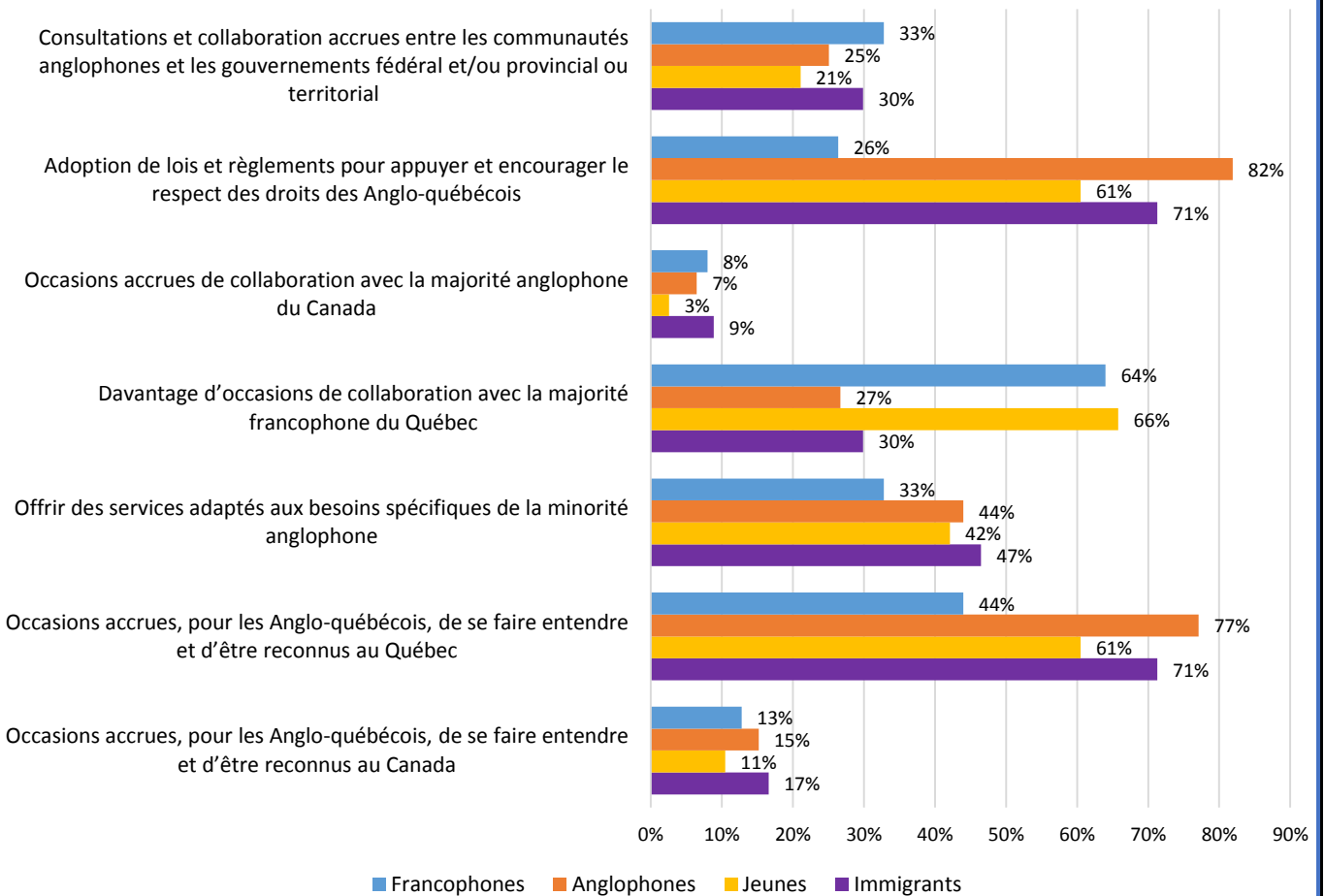


Mesures susceptibles de faire connaître et reconnaître les besoins spécifiques des communautés minoritaires d'expression anglaise du Québec

Quant aux principales mesures susceptibles de faire connaître et reconnaître les besoins spécifiques des communautés d'expression anglaise du Québec, les répondants ont, dans une très forte majorité, signalé l'importance de :

1. « Adoption de lois et règlements pour appuyer et encourager le respect des droits des Anglo-québécois » (73 pour cent);
2. « Occasions accrues, pour les Anglo-québécois, de se faire entendre et d'être reconnus au Québec » (72 pour cent); et
3. « Offrir des services adaptés aux besoins spécifiques de la minorité anglophone » (42 pour cent).

Figure 8. Les principales mesures pour faire connaître et reconnaître les besoins spécifiques des communautés d'expression anglaise du Québec (maximum de 3 réponses)



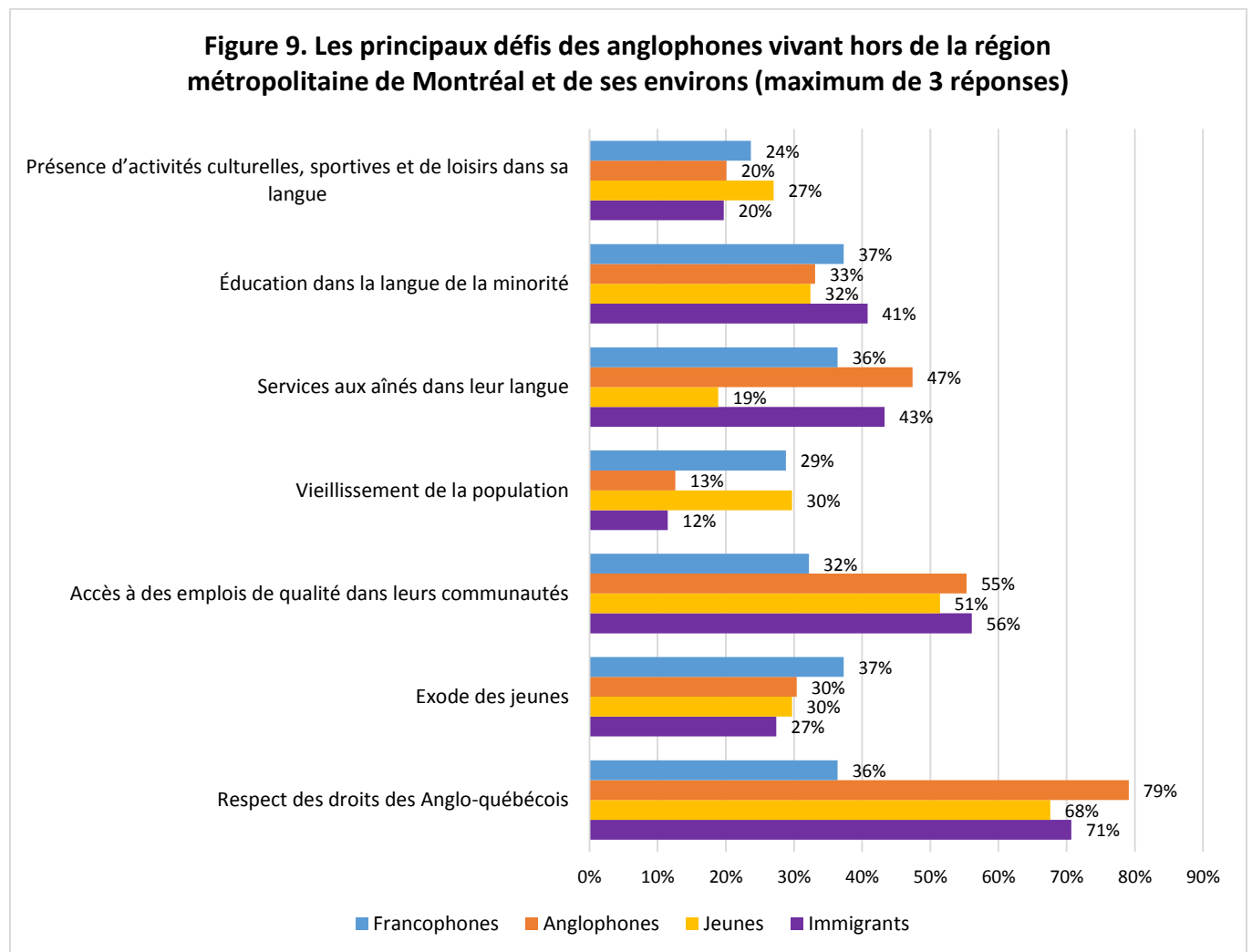
Principaux défis des anglophones vivant hors de la région métropolitaine de Montréal et de ses environs

Le questionnaire thématique sur la vitalité des communautés d’expression anglaise du Québec invitait également les répondants à se prononcer sur les défis spécifiques auxquels font face les communautés d’expression anglaise du Québec qui se situent en dehors de la grande région métropolitaine de Montréal. Pour la très grande majorité des répondants, le principal défi auquel font face ces communautés anglophones du Québec, dans les régions, est :

1. « Respect des droits des Anglo-québécois » (73 pour cent);

Parmi les autres défis les plus fréquemment mentionnés, les répondants évoquent également :

2. « Accès à des emplois de qualité dans leurs communautés » (72 pour cent); et



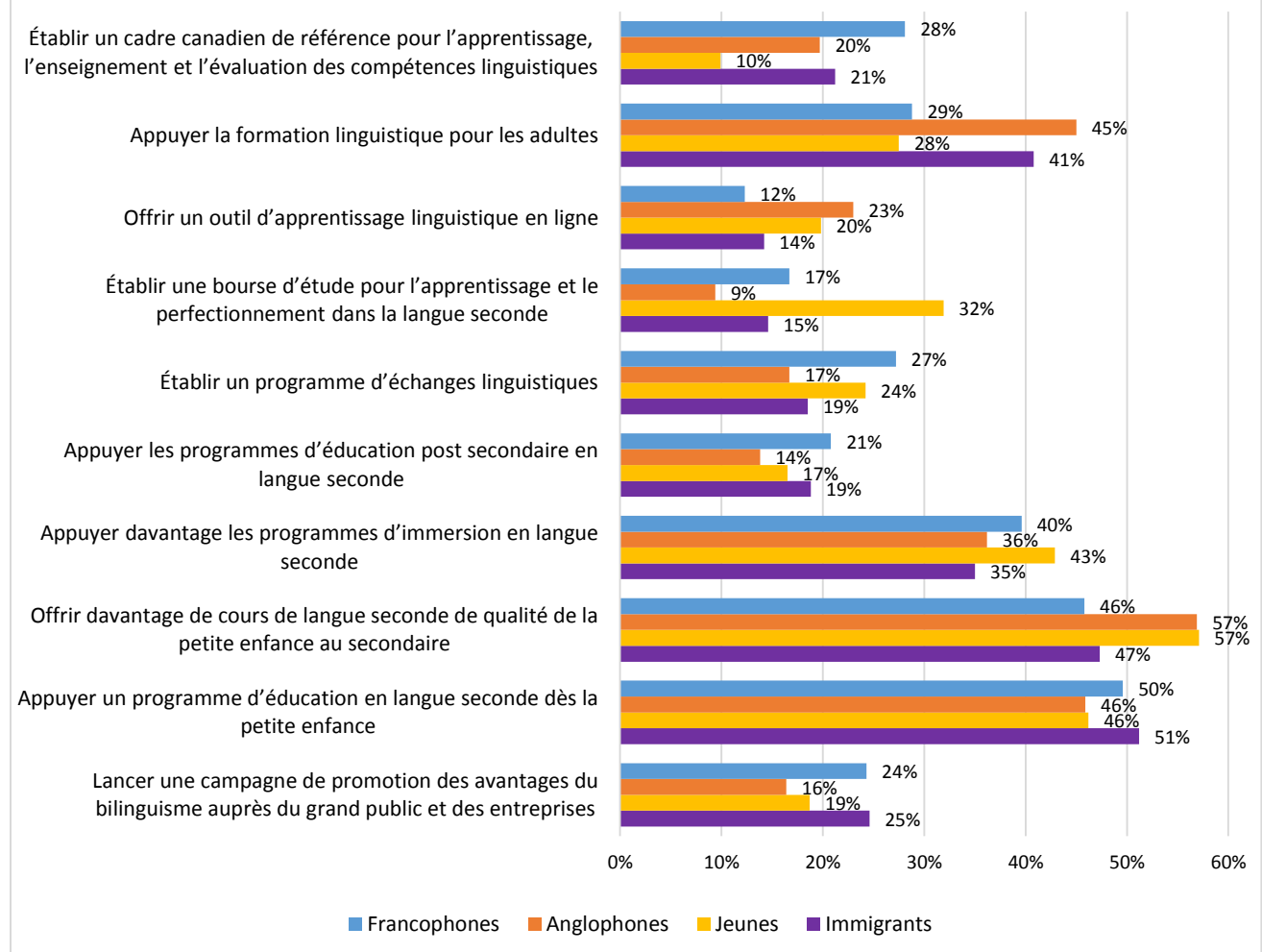
THÈME 3 : APPRENTISSAGE DE LA LANGUE SECONDE

Moyens à mettre en place pour favoriser et promouvoir l'apprentissage de la seconde langue officielle

Le volet « apprentissage de la langue seconde » du questionnaire en ligne invitait les répondants à se prononcer sur les moyens que le gouvernement devrait mettre de l'avant pour favoriser et promouvoir l'apprentissage de la seconde langue officielle. En ordre de priorité, les répondants ont indiqué que le gouvernement devrait œuvrer à :

1. « Offrir davantage de cours de langue seconde de qualité de la petite enfance au secondaire » (53 pour cent);
2. « Appuyer un programme d'éducation en langue seconde dès la petite enfance » (48 pour cent);
3. « Appuyer davantage les programmes d'immersion en langue seconde » (38 pour cent); et
4. « Appuyer la formation linguistique pour les adultes » (37 pour cent).

Figure 10. Les principaux moyens que le gouvernement devrait mettre de l'avant pour favoriser et promouvoir l'apprentissage de la seconde langue officielle (maximum de 3 réponses)



Autre langue que vos enfants ou ceux de votre communauté devraient apprendre

Les répondants ont été invités à nommer l'autre langue que leurs enfants ou les enfants de leur communauté devraient apprendre s'ils avaient à apprendre une autre langue que leur langue maternelle. La grande majorité des répondants (88 pour cent) a choisi comme réponse l'une ou l'autre des langues officielles canadiennes, soit le français (à 54 pour cent) ou l'anglais (à 34 pour cent). De plus, 12 pour cent des répondants ont choisi une tierce langue (autre que l'anglais et le français) comme seconde langue que leurs enfants ou les enfants de leur communauté auraient intérêt à apprendre, s'ils avaient l'occasion d'apprendre une seconde langue.

THÈME 4 : DIVERSITÉ ET MULTICULTURALISME

Les langues officielles, langues de rassemblement ?

Les répondants étaient appelés à manifester leur niveau d'accord avec l'énoncé suivant : « les langues officielles (le français et l'anglais) rassemblent les Canadiens, peu importe leurs origines ». Sur l'ensemble des répondants à cette question, une majorité (57 pour cent) s'est dite d'accord avec l'énoncé, soit fortement d'accord (29 pour cent) ou plutôt d'accord (28 pour cent). Il n'en demeure pas moins que plus du quart des répondants (28 pour cent) s'est dit en désaccord avec l'énoncé, soit plutôt en désaccord (13 pour cent) ou soit fortement en désaccord (15 pour cent) avec le fait que les langues officielles rassemblent les Canadiens.

	Fortement d'accord	Plutôt d'accord	Ni en accord, ni en désaccord	Plutôt en désaccord	Fortement en désaccord
Francophones	37 %	30 %	14 %	12 %	5 %
Anglophones	20 %	26 %	10 %	16 %	26 %
Jeunes	27 %	31 %	12 %	18 %	12 %
Immigrants	42 %	28 %	9 %	9 %	10 %
Total	29 %	29 %	12 %	14 %	15 %

Les langues officielles et l'ouverture aux autres cultures

Les répondants étaient également appelés à exprimer leur niveau d'accord avec l'énoncé : « le fait d'avoir deux langues officielles, le français et l'anglais, favorise l'ouverture des Canadiens aux autres cultures ». Plus du deux tiers des répondants (71 pour cent) ont déclaré être d'accord avec l'énoncé, soit fortement d'accord (46 pour cent) ou plutôt d'accord (25 pour cent). Moins du cinquième des répondants (17 pour cent) se sont dits en désaccord avec l'énoncé, soit plutôt en désaccord (6 pour cent) ou fortement en désaccord (11 pour cent) avec le fait que nos langues officielles favorisent l'ouverture aux autres cultures.

	Fortement d'accord	Plutôt d'accord	Ni en accord, ni en désaccord	Plutôt en désaccord	Fortement en désaccord
Francophones	61 %	25 %	9 %	3 %	2 %
Anglophones	30 %	26 %	14 %	9 %	20 %
Jeunes	50 %	26 %	12 %	4 %	8 %
Immigrants	57 %	21 %	9 %	5 %	7 %
Total	46 %	25 %	10 %	6 %	11 %

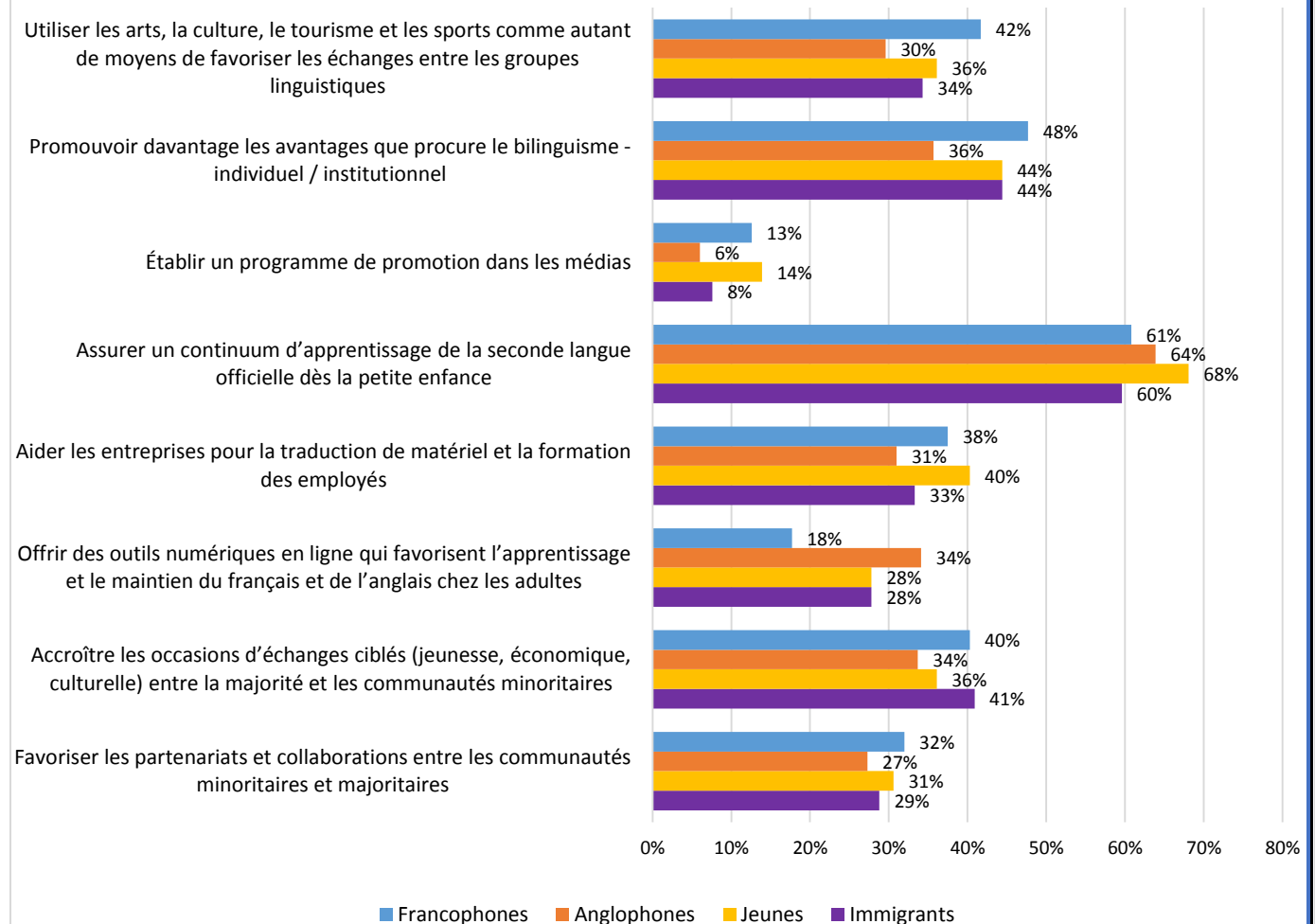
THÈME 5 : PROMOTION DES LANGUES OFFICIELLES

Valorisation des langues officielles

La dernière thématique spécifique du questionnaire en ligne portait sur la « promotion des langues officielles ». Les répondants étaient invités à choisir jusqu'à trois mesures spécifiques vues comme susceptibles de mettre en valeur nos deux langues officielles canadiennes. Les répondants à cette question ont souligné l'importance de :

1. « Assurer un continuum d'apprentissage de la seconde langue officielle dès la petite enfance » (63 pour cent);
2. « Promouvoir davantage les avantages que procure le bilinguisme – individuel/ institutionnel » (43 pour cent); et
3. « Accroître les occasions d'échanges ciblés (jeunesse, économique, culturelle) entre la majorité et les communautés minoritaires » (38 pour cent).

Figure 11. Les principales mesures pour mettre en valeur nos deux langues officielles (maximum de 3 réponses)

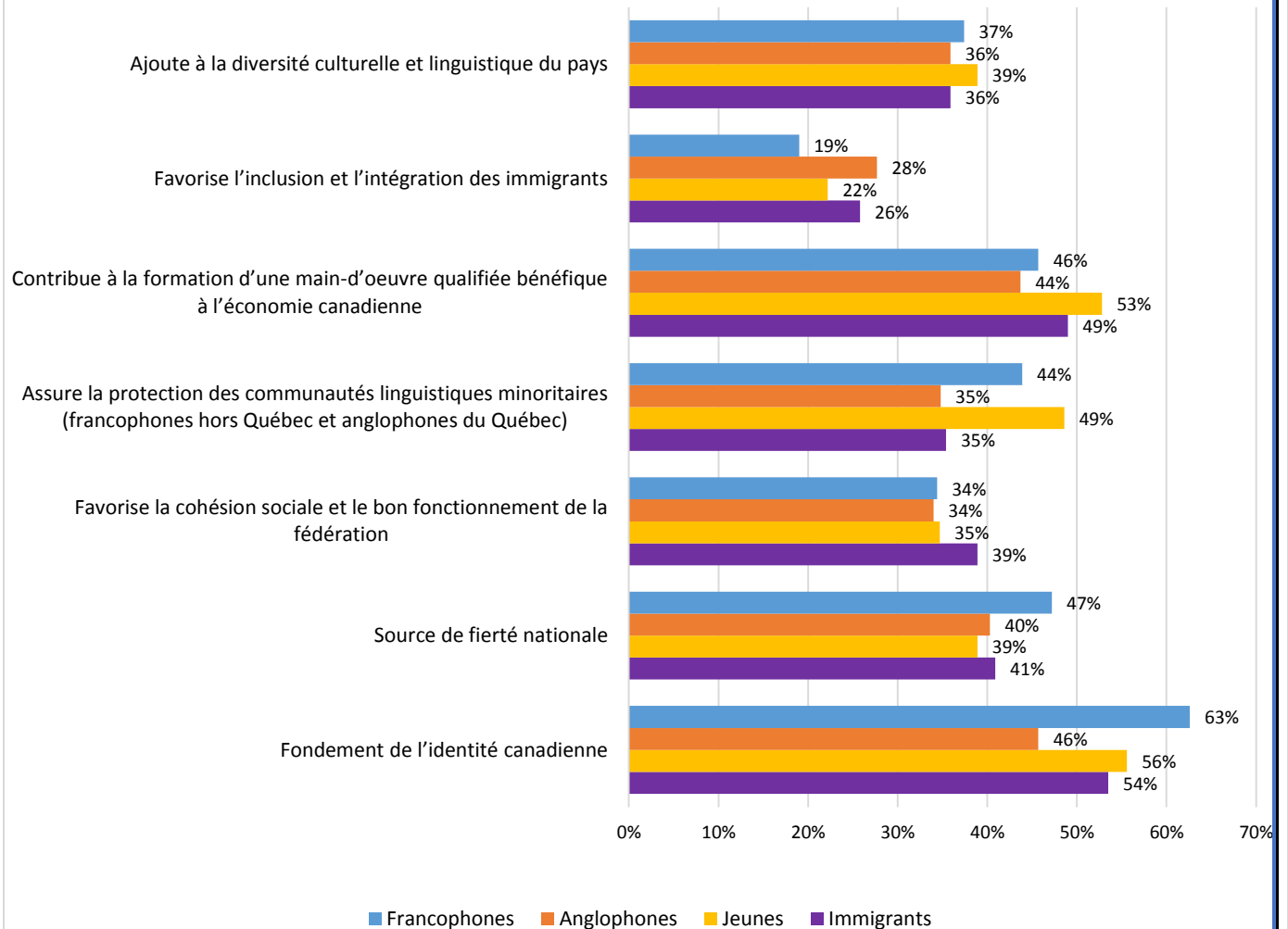


Principaux aspects des langues officielles à promouvoir

Enfin, les répondants étaient appelés à se prononcer sur les principaux aspects des langues officielles à mettre de l'avant pour mieux en faire la promotion. À cette question, les répondants ont identifié, en ordre d'importance, les aspects de promotion suivants :

1. « Fondement de l'identité canadienne » (63 pour cent);
2. « Contribuent à la formation d'une main d'œuvre qualifiée bénéfique à l'économie canadienne » (45 pour cent); et
3. « Source de fierté nationale » (45 pour cent).

Figure 12. Les principaux aspects des langues officielles à mettre de l'avant pour faire leur promotion (maximum de 3 réponses)



ANNEXE A – ORGANISMES AYANT PARTICIPÉ AUX TABLES RONDES

La liste ci-dessous énumère les organismes représentés dans le cadre des tables rondes tenues par la ministre du Patrimoine canadien ou son secrétaire parlementaire en fonction de la ville et de la date de la table ronde.

Alfred – 20 juin 2016

- Action et Développement Jeunesse
- Assemblée de la francophonie de l'Ontario
- Association canadienne-française de l'Ontario – Prescott-Russell
- Association française des municipalités de l'Ontario
- Canadian Parents for French – Ottawa Chapter
- Centre Novas
- Conseil scolaire Ottawa-Carleton
- Fédération de la jeunesse franco-ontarienne
- Fédération des aînés et des retraités francophones de l'Ontario
- Collège La Cité
- Mouvement d'implication francophone d'Orléans
- Parents partenaires en éducation
- RDÉE Ontario
- Union des cultivateurs franco-ontariens

Calgary – 6 septembre 2016

- Association canadienne-française de l'Alberta, Régionale de Calgary
- Association francophone de Brooks
- Association ivoiro-canadienne de Calgary
- Association mauritanienne de Calgary
- Bureau de visibilité de Calgary
- Calgary Board of Education
- Calgary Catholic School Board
- Centre d'accueil pour les nouveaux arrivants francophones de Calgary
- Centre français, Université de Calgary
- City of Calgary
- Connexion Carrière

- La Cité des Rocheuses
- Portail de l'immigrant en Alberta
- Société franco-canadienne de Calgary

Charlottetown – 10 août 2016

- PEI Advisory Council on the Status of Women
- Association des nouveaux arrivants au Canada de l'Île-du-Prince-Édouard
- Canadian Parents for French PEI
- Carrefour de l'Isle-Saint-Jean
- Centre des arts de la Confédération
- Collège Acadie de l'Île-du-Prince-Édouard
- Commission scolaire de langue française de l'Île-du-Prince-Édouard
- English Language School Board
- Fédération culturelle de l'Île-du-Prince-Édouard
- Fédération des parents de l'Île-du-Prince-Édouard
- Holland College
- Jeunesse acadienne
- La Belle Alliance Ltée
- Museum and Heritage Foundation
- Réseau santé en français IPÉ
- Société Saint-Thomas-d'Aquin
- Prince Edward Island Fishermen's Association

Edmonton – 12 septembre 2016

- Accès Emploi
- Alliance Jeunesse-Famille de l'Alberta Society
- Association canadienne-française de l'Alberta
- Association canadienne-française de l'Alberta, Régionale de Grande Prairie
- Association des juristes d'expression française de l'Alberta
- Campus Saint-Jean
- Canadian Parents for French
- Centre d'accueil et d'établissement du Nord de l'Alberta
- Coalition des femmes de l'Alberta
- Conseil scolaire FrancoSud
- Conseil de développement économique de l'Alberta – Réseau Concerto
- Fédération des aînés franco-albertains
- Fédération des conseils scolaires francophones de l'Alberta
- Fédération du sport francophone de l'Alberta
- Fédération des parents francophones de l'Alberta
- Francophonie jeunesse de l'Alberta
- *Le Franco*
- Regroupement artistique francophone de l'Alberta
- Réseau santé albertain
- Services de santé en français/Peace Country Health, Centre de santé communautaire Sacré-Cœur
- Société historique francophone de l'Alberta
- Startup Edmonton
- Ville de Beaumont

Fredericton – 9 août 2016

- Association francophone des aînés du Nouveau-Brunswick.
- Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick

- Association régionale de la communauté francophone de Saint-Jean
- Canadian Parents for French, Nouveau-Brunswick.
- Carrefour Beausoleil, Miramichi
- Centre d'accueil multiculturel et des nouveaux arrivants de Saint-John inc
- Centre de ressources pour les familles militaires de Gagetown
- Centre communautaire Sainte-Anne de Fredericton
- Collège communautaire du Nouveau-Brunswick
- Conseil multiculturel du Nouveau-Brunswick.
- Conseil provincial des sociétés culturelles
- Dialogue Nouveau-Brunswick
- District scolaire francophone du Nord-Est
- District scolaire francophone Nord-Ouest, région d'Edmundston
- Fédération des conseils d'éducation du Nouveau-Brunswick
- Fredericton Sexual Assault Center
- Mouvement acadien des communautés en santé du Nouveau-Brunswick
- Multicultural Association of Fredericton Inc.
- Partners for Youth/Alliance Pro-jeunesse
- Société nationale de l'Acadie
- St.Thomas University Student's Union

Halifax – 11 août 2016

- Alliance française Halifax
- Canadian Parents for French Nova Scotia
- Conseil acadien de Par-en-Bas
- Conseil communautaire du Grand-Havre
- Conseil scolaire acadien provincial
- Le Courrier de la Nouvelle-Écosse
- École des Beaux-Marais, région de Chezzetcook
- Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse

- Fédération culturelle acadienne de la Nouvelle-Écosse
- Fédération des parents acadiens de la Nouvelle-Écosse
- Immigration francophone de la Nouvelle-Écosse
- IWK Foundation
- L'Acadie de Chezzetcook, musée historique
- Regroupement des aînés de la Nouvelle-Écosse
- Réseau santé Nouvelle-Écosse
- Université Sainte-Anne
- Université St. Mary's

Iqaluit – 18 octobre 2016

- Association des francophones du Nunavut
- Bureau du Commissaire aux langues du Nunavut
- Carrefour Nunavut
- Centre de la petite enfance Les petits Nanooks
- Collège de l'Arctique du Nunavut
- Commission scolaire francophone du Nunavut
- Écoles des Trois-Soleils
- Ministère de l'Éducation – Gouvernement du Nunavut
- Réseau Santé en français, Nunavut
- Théâtre Uiviit

Moncton – 16 août 2016

- Anglophone Rights Association of New Brunswick
- Association acadienne des artistes professionnels du Nouveau-Brunswick
- Association des juristes d'expression française du Nouveau-Brunswick
- Association francophone des parents du Nouveau-Brunswick
- Centre d'accompagnement d'immigrants francophones dans la région du sud-est du Nouveau-Brunswick

- Centre des arts et de la culture de Dieppe
- Conseil d'éducation du District scolaire francophone Sud
- Conseil économique du Nouveau-Brunswick
- Conseil pour le développement de l'alphabétisme et des compétences des adultes du Nouveau-Brunswick
- Dialogue New Brunswick
- Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick
- Réseau de santé Vitalité
- Société culturelle Sud-Acadie
- Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick
- Université de Moncton
- Ville de Moncton

Montréal – 30 août 2016

- Agence Ometz
- Association de Montréal pour la déficience intellectuelle
- Centre Afrika
- Centre d'action bénévole de Montréal
- Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine
- Chambre de commerce du Montréal métropolitain
- Concordia University
- East Island Network for English Language Services
- Éducaloi
- Girls Action Foundation
- Héritage Montréal
- La Ligue des Noirs du Québec
- McCord Museum of Canadian History
- Native Women's Shelter of Montreal
- Segal Centre for Performing Arts
- Société pour le perfectionnement de l'enseignement de l'anglais, langue seconde au Québec
- Youth Employment Services Foundation

Québec – 23 août 2016

- Central Quebec School Board
- Centre de la francophonie des Amériques
- Centre multiethnique de Québec
- Committee for Anglophone Social Action
- Community Health and Social Services Network
- Fairmont Château Frontenac
- Fêtes de la Nouvelle-France
- Hockey Québec-Chaudière-Appalaches
- Jeffery Hale Community Partners
- Literary and Historical Society of Quebec
- Valcartier Family Center
- Voice of English-speaking Quebec

Regina – 7 juillet 2016

- Assemblée communautaire fransaskoise
- Association canadienne-française de Regina
- Association communautaire fransaskoise de Gravelbourg
- Association des parents fransaskois
- Association fransaskoise de Zenon Park
- Canadian Parents for French, Saskatchewan
- Cité universitaire de Regina
- Collège Mathieu
- Communautés des Africains francophones de la Saskatchewan
- Conseil culturel fransaskois
- Conseil économique et coopératif de la Saskatchewan
- Conseil scolaire fransaskois
- Coopérative des publications fransaskoises – journal L'eau vive
- Fédération des aînés fransaskois
- Fédération des francophones de Saskatoon
- Marie-France Kenny
- Réseau de santé en français de la Saskatchewan
- Société canadienne-française de Prince Albert
- Société historique de la Saskatchewan

RCN à Gatineau – 14 novembre 2016

- Association des auteures et auteurs de l'Ontario français
- Association des étudiants en common law – Université d'Ottawa
- *Bulletin d'Aylmer*
- Cégep Heritage College
- Centre culturel Frontenac
- Centre culturel Les trois p'tits points
- Festival des cultures du monde (anciennement Village Molokai)
- Festival franco-ontarien (2006) inc
- Impératif français
- Institut des langues officielles et du bilinguisme – Université d'Ottawa
- Neighbours Regional Association of Rouyn-Noranda
- Phénix – Service d'intégration sociale Inc.
- Regional Association of West Quebecers
- Regroupement des parents et amis des enfants sourds et malentendants franco-ontariens
- Richelieu Fondateur
- Théâtre Action
- Théâtre de la Vieille 17

Sherbrooke – 5 août 2016

- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux – Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke
- Champlain Regional College
- Community Economic Development and Employability Corporation
- Courville Gerontology Foundation
- Eastern Townships School Board
- Mental Health Estrie
- Musée des beaux-arts de Sherbrooke
- Phelps Helps
- Quebec Anglophone Heritage Network
- Richard Price
- Service d'aide aux Néo-Canadiens

- Townshippers' Association
- Uplands Cultural and Heritage
- Wales Home

St-John's – 22 juin 2016

- Association francophone de Saint-Jean
- Canadian Parents for French, Terre-Neuve-et-Labrador
- Conseil scolaire francophone de Terre-Neuve-et-Labrador
- Fédération des francophones de Terre-Neuve-et-Labrador
- Franco-Jeunes de Terre-Neuve-et-Labrador
- Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador
- RDÉE Terre-Neuve-et-Labrador
- Régie de la santé de l'Est de Terre-Neuve-et-Labrador
- Réseau Immigration francophone de la Fédération des francophones de Terre-Neuve-et-Labrador
- Réseau santé en français de Terre-Neuve et Labrador

Sudbury – 16 septembre 2016

- ACFO du Grand Sudbury
- Bureau des affaires francophones de l'Université Laurentienne
- Canadian Association of Science Centres
- Carrefour francophone de Sudbury
- Centre franco-ontarien de folklore
- Clinique juridique communautaire de Sudbury
- Collège Boréal
- Conseil scolaire catholique du Nouvel-Ontario
- Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario
- Contact interculturel francophone de Sudbury
- École de médecine du Nord de l'Ontario
- Éditions Prise de Parole

- *La Voix du nord*
- *Le Voyageur*
- Réseau du mieux-être francophone du nord de l'Ontario
- Réseau du Nord, Soutien à l'immigration francophone
- Université de Hearst
- Université de Sudbury
- Université Laurentienne
- Volunteer Sudbury/Bénévolat Sudbury

Toronto – 5 juillet 2016

- ACFO de Toronto
- Association des juristes d'expression française de l'Ontario
- Barreau du Haut-Canada
- Canadian Community Arts Initiative
- Canadian Parents for French, Ontario
- Centre communautaire régional de London
- Centre francophone de Hamilton
- Centre francophone de Toronto
- Conseil des organismes francophones de la région de Durham, Oshawa
- Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud
- Conseil scolaire Viamonde
- FrancoQueer
- Groupe Média TFO
- Harbourfront Centre
- Mouvement des intervenants en communication radio de l'Ontario
- Oasis – centre des femmes
- La Passerelle – Intégration et développement économique
- Réseau franco-santé du Sud de l'Ontario
- Théâtre français de Toronto

Vancouver – 9 septembre 2016

- Association francophone de Surrey
- BC Association of Modern Language Teachers

- Canadian Parents for French – BC/Yukon Chapter
- Centre culturel francophone de Vancouver
- Chambre de commerce francophone de Vancouver
- Collège Éducacentre
- Conseil culturel et artistique francophone de la Colombie-Britannique
- Conseil jeunesse francophone de la Colombie-Britannique
- Fédération des francophones de la Colombie-Britannique
- Fédération des parents francophones de Colombie-Britannique
- La Boussole
- Maison de la francophonie de Vancouver
- Réseau des grands espaces
- RésoSanté Colombie-Britannique
- Simon Fraser University – Bureau des affaires francophones et francophiles
- Simon Fraser University – Faculty of Education
- Simon Fraser University (Rémi Léger)
- Société francophone de Maillardville
- University of British Columbia
- Vancouver School Board

Victoria – 5 juillet 2016

- Assemblée francophone des retraités et aînés de Colombie-Britannique
- Association des francophones de Nanaimo
- Association francophone de Campbell River
- Association historique francophone de Victoria
- Canadian Parents for French, BC/Yukon Chapter
- City of Victoria
- Conseil jeunesse francophone de la Colombie-Britannique
- Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique

- Fédération des parents francophones de Colombie-Britannique
- Réseau-Femmes, Colombie-Britannique
- Scouts francophones de la Colombie-Britannique
- Société de développement économique de Colombie-Britannique
- Société francophone de Victoria
- Université de Victoria

Waterloo – 4 juillet 2016

- Assemblée de la francophonie de l'Ontario
- Association canadienne-française de l'Ontario – London-Sarnia
- Association canadienne-française de l'Ontario – région de Windsor Essex Chatham Kent
- Centre communautaire francophone de Cambridge
- Community Justice Initiatives
- Conseil scolaire catholique Providence
- Multicultural Theatre Space
- Stratford Festival
- Waterloo-Wellington Community Care Access Centre
- Wilfrid Laurier University – Faculty of Education

Whitehorse – 8 septembre 2016

- Association franco-yukonnaise
- Canadian Parents for French, Whitehorse Chapter
- Commission scolaire francophone du Yukon
- Garderie du Petit cheval blanc
- *L'Aurore Boréale*
- Les EssentiElles
- Multicultural Centre of the Yukon
- Partenariat communauté en santé
- Yukon Arts Center

Winnipeg – 6 juillet 2016

- Accueil francophone du Manitoba
- Association culturelle franco-manitobaine
- Association des municipalités bilingues du Manitoba
- Association sénégalaise du Manitoba
- Centre culturel franco-manitobain
- Cercle Molière
- Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba
- Conseil jeunesse provincial
- Division scolaire franco-manitobaine
- Fédération des aînés franco-manitobains
- Fédération des parents du Manitoba
- Festival du Voyageur
- La Liberté
- Manitoba Immigration Council
- Manitoba School Boards Association
- Pluri-elles Manitoba
- Réseau action femmes
- Santé en français
- Société franco-manitobaine
- Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba
- Université de Saint-Boniface

- Winnipeg Airports Authority
- World Trade Centre, Winnipeg

Yellowknife – 7 septembre 2016

- Association canadienne des employés professionnels
- Association des francophones du delta du Mackenzie
- Association des parents ayants droit de Yellowknife
- Association franco-culturelle de Yellowknife
- Canadian Parents for French, Yellowknife
- Collège Nordique francophone
- Commission scolaire francophone
- Conseil de développement économique des TNO – Chambre de commerce francophone
- Fédération franco-ténoise
- Garderie Plein Soleil
- Immersion School J H Sissons
- It Gets Better (Rainbow Coalition of Yellowknife)
- Northern Arts and Cultural Centre
- Northwest Territories Teachers Association
- Prince of Wales Northern Heritage Center
- Réseau TNO Santé en français



ANNEXE B – LISTE DES MÉMOIRES ET SOUMISSIONS ÉCRITES REÇUS

La liste ci-dessous énumère les mémoires et soumissions écrites reçus par le ministère du Patrimoine canadien entre 1^{er} juin 2016 et le 31 décembre 2016 dans le cadre des consultations pancanadiennes sur les langues officielles 2016 :

1. Alliance culturelle de l'Ontario (ACO)
2. Alliance des producteurs francophones du Canada (APFC)
3. Andrew Leslie, député-MP (rapport de consultation de circonscription)
4. Anthony Housefather, député-MP (rapport de consultation de circonscription)
5. Assemblée communautaire fransaskoise (ACF)
6. Association canadienne des professeurs d'immersion (ACPI)
7. Association canadienne française de l'Alberta (ACFA)
8. Association communautaire fransaskoise de Gravelbourg (ACFG)
9. Association de l'industrie de la langue / Language Industry Association (ALIA)
10. Association des collègues et universités de la francophonie canadienne (ACUFC)
11. Association des groupes en arts visuels francophones (AGAVF)
12. Association des juristes d'expression française de l'Ontario (AJEFO)
13. Association des juristes d'expression française de la Saskatchewan (AJEFS)
14. Association des professionnels de la chanson et de la musique (APCM)
15. Association des radios communautaires acadiennes du Nouveau-Brunswick (ARCANB)
16. Association des Radios Communautaires de l'Ouest et des Territoires (ARCOT)
17. Association francophone des aînés du Nouveau-Brunswick (AFANB)
18. Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick (AFMNB)
19. Black Community Resource Centre (BCRC)
20. Canadian Parents for French (BC-Yukon)
21. Canadian Parents for French (Manitoba)
22. Canadian Parents for French (National)
23. Centre d'excellence artistique de l'Ontario (CEAO)
24. Centre de recherche en technologies langagières (CRTL)
25. Collectif - Développement social des communautés francophones et acadiennes
 - Alliance des femmes de la francophonie canadienne (AFFC)
 - Commission nationale des parents francophones (CNPF)
 - Fédération des aînées et aînés francophones du Canada (FAAFC)
 - Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF)
26. Collectif – Jeunesse Canada au travail dans les deux langues officielles
 - Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF)
 - Conseil de la coopération de l'Ontario (CCO)
 - Conseil économique et coopératif de la Saskatchewan (CECS)
 - Collège Éducentre
 - Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)
 - Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick (AFMNB)
27. Collectif – Médias communautaires en situation minoritaire
 - Alliance des radios communautaires (ARC)
 - Association de la presse francophone (APF)

- Quebec Community Newspapers Association (QCNA)
28. Collectif – Éducation française, programme d’immersion et formation postsecondaire
 - Manitoba Association of Parent Councils (MAPC)
 - Manitoba Association of School Business Officials (MASBO)
 - Manitoba Association of School Superintendents (MASS)
 - Manitoba School Board Association (MSBA)
 - Manitoba Teachers’ Society (MTS)
 29. Collège Boréal
 30. Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB)
 31. Collège Éducentre
 32. Collège Mathieu
 33. Collège nordique francophone
 34. Collèges et instituts canadiens (CICan)
 35. Commission nationale des parents francophones (CNPFF)
 36. Commission scolaire de Montréal (CSDM)
 37. Commission scolaire francophone - TNO
 38. Community Economic Development and Employability Corporation (CEDEC)
 39. Conseil des écoles publiques de l’Est de l’Ontario (CEPEO)
 40. Conseil économique du Nouveau-Brunswick (CENB)
 41. Conseil pour le développement de l’alphabétisme et des compétences des adultes du Nouveau-Brunswick (CODAC NB)
 42. Conseil provincial de sociétés culturelles (CPSC)
 43. Conseil scolaire Viamonde
 44. Consortium national de développement de ressources pédagogiques en français au collégial (CNDPFC)
 45. Coopérative d’intégration francophone de l’Île-du-Prince-Édouard (CIF)
 46. Dialogue NB
 47. Discours actualisé et pistes d’action - Dualité linguistique canadienne
 48. Éducaloi
 49. English Language Arts Network (ELAN)
 50. Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE)
 51. Fédération culturelle canadienne-française (FCCF)
 52. Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF)
 53. Fédération des aînées et aînés francophones du Canada (FAAFC)
 54. Fédération des aînés franco-albertains (FAFA)
 55. Fédération des communautés francophone et acadienne du Canada (FCFA)
 56. Fédération des conseils d’éducation du NB (FCÉNB)
 57. Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL)
 58. Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick (FJFNB)
 59. Fédération des parents de l’Île-du-Prince-Édouard (FPIPE)
 60. Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FPFTNL)
 61. Fédération francophone de la Colombie-Britannique (FFCB)
 62. Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF)
 63. François Boileau, Commissariat aux services en français de l’Ontario
 64. Graham Fraser, Commissariat aux langues officielles du Canada
 65. Groupe Média TFO
 66. Immigration francophone Nouvelle-Écosse
 67. Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (ICRML)
 68. Institut des langues officielles et du bilinguisme de l’Université d’Ottawa (ILOB)
 69. La Passerelle-I.D.É
 70. Langues Canada/Languages Canada

71. Megantic English-speaking Community Development Corporation (MCDC)
72. Michel Picard, député-MP (rapport de consultation de circonscription)
73. Mouvement des intervenants en communication radio de l'Ontario (MICRO)
74. National Campus and Community Radio Association/Association nationale des radios étudiantes et communautaires (NCRA/ANREC)
75. Pallium Canada
76. Quebec Anglophone Heritage Network (QAHN)
77. Quebec Community Groups Network (QCGN)
78. Quebec English-Language Production Council (QEPC)
79. Quebec English School Boards Association (QESBA)
80. Quebec English-Speaking Communities Research Network (QUESCREN)
81. Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE Canada)
82. Réseau de développement économique et d'employabilité de l'Ontario (RDÉE Ontario)
83. Réseau des Cégeps et Collèges francophone du Canada (RCCFC)
84. Réseau national de formation en justice (RNFJ)
85. Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences (RESDAC)
86. Scouts francophones de la Colombie-Britannique (SFCB)
87. Société franco-manitobaine (SFM)
88. Société Saint-Thomas d'Aquin (SSTA)
89. Société santé en français (SSF)
90. Statistiques Canada
91. Table féministe francophone de concertation provinciale de l'Ontario (TFFCPO)
92. Townshippers' Association
93. Université Laurentienne
94. Université de Sudbury
95. University of Alberta - Campus St-Jean
96. Ville de Moncton
97. Youth Employment Services (YES)

À titre individuel :

1. Alda Antoine
2. Claude Couture
3. Hélène Asselin
4. Jason Marengère
5. Linda Cardinal et Rémi Léger
6. Marie-Josée Martin
7. Réjean Beaulieu
8. Rhéal Sabourin

